

Les Balkans et la Turquie : impériale nostalgie, pragmatisme de la puissance ou pari sur l'avenir ?

**Étude réalisée par Alexandre Billette et Jean-Arnault Dérens
Pour la Délégation aux Affaires stratégiques
Ministère de la Défense**

Marché n°1505414462

Juillet 2014

Le Courrier des Balkans

Centre Marius Sidobre – 26, rue Emile Raspail – 94110 Arcueil – <http://balkans.courriers.info>

Sommaire

Introduction

Prologue : Qui est « turc » dans les Balkans ?

- Les Yörük
- Et en Turquie, qui est balkanique ?

I – La Turquie vue des Balkans : du « joug ottoman » à l’alliance privilégiée

- Le « joug ottoman »
- Un patrimoine architectural dévalorisé
- Comment enseigner l’histoire de la période ottomane au Kosovo ?

II – Des guerres des années 1990 à la Turquie arbitre

- Années 2000 : la Turquie comme arbitre
- Les Turcs des Balkans au secours de l’AKP

III – Les Balkans vus de Turquie : de la neutralité au « néo-ottomanisme »

- Non-ingérence, frictions et réchauffement
- Pantouranisme ou néo-ottomanisme ?
- Qui sont les Gülenistes ?
- « Zéro problème avec les voisins » : les années AKP
- L’enjeu européen
- Néo-ottomanisme ou pragmatisme ?

IV – Une coopération tous azimuts

- Gülenistes contre Etat turc : jusqu’ici, tout va bien
- La Turquie, nouveau donateur international
- Une offensive culturelle pour les turcophones, mais pas seulement
- Série télévisées : le soft power de Soliman le Cathodique
- La Turquie, autorité suprême de l’islam balkanique ?
- L’irrésistible attrait du jihad syrien
- Explosion des échanges commerciaux
- Albanie et Kosovo, terres promises des investissements turcs ?

Conclusion

Annexes

Chronologie

Transports : tous les chemins mènent à Istanbul

Sigles et institutions

Who's who

Entreprises turques implantées dans les Balkans

Bibliographie

Introduction

« *La Turquie revient dans les Balkans* »... Depuis quelques années, l'affirmation sonne comme une évidence, que l'on s'en réjouisse ou s'en inquiète. Certaines déclarations retentissantes ont renforcé l'idée d'une « restauration » de l'ancienne puissance ottomane. Ainsi, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan déclarait-il, lors d'une visite officielle à Pristina en octobre 2013 : « *la Turquie, c'est le Kosovo, et le Kosovo, c'est la Turquie* »¹. Un an plus tôt, lors d'un déplacement en Bosnie-Herzégovine, il affirmait : « *pour moi, Sarajevo compte autant que Trabzon et Diyarbakir* »².

Les hommes d'affaires turcs sont de plus en plus présents dans tous les pays de l'Europe du sud-est, et les visites politiques de haut niveau se multiplient, malgré la crise politique et sociale qui affecte la Turquie elle-même, tandis que les téléspectateurs balkaniques se passionnent pour les séries télévisées turques, nouveau vecteur d'influence culturelle, de *soft power*. Faut-il y voir l'ambition d'une dangereuse prétention à une nouvelle hégémonie, à l'affirmation d'un « néo-ottomanisme », dont les contours politiques et idéologiques demeurent toujours néanmoins très incertains ? Comment situer l'importance des Balkans dans l'activisme tout-terrain – politique, économique, culturel – d'une Turquie qui s'intéresse aussi de plus en plus à l'Afrique, au monde arabe, sans délaissier pour autant les réseaux établis dans les années 1990 en Asie centrale post-soviétique ? Ce nouvel engagement turc est-il complémentaire à l'objectif d'intégration européenne, théoriquement partagé par tous les pays des Balkans occidentaux qui ne sont pas encore membres de l'UE, et par la Turquie elle-même ? Au-delà des exagérations, des craintes et des projections idéologiques, qu'en est-il de cette relation nouvelle entre les Balkans et la Turquie ?

Les Balkans ont appartenu durant cinq siècles à l'Empire ottoman – la conquête turque pouvant se résumer en quelques dates : 1371, bataille de la Marica (Evros) ; 1389, bataille de Kosovo Polje ; 1453, chute de Byzance ; 1465, conquête de la Bosnie-Herzégovine ; 1526, bataille de Mohács, qui ouvre la route de Vienne... Le retrait de l'Empire ottoman est un long processus qui s'étendit sur plus d'un siècle, depuis le premier soulèvement serbe (1804) et l'insurrection grecque de 1821 jusqu'à la première guerre balkanique (1912).

¹Lire « Recep Tayyip Erdoğan : « le Kosovo, c'est la Turquie », *Le Courrier des Balkans*, 26 octobre 2013.

²Lire Amina Šećerović, « Recep Tayyip Erdoğan en Bosnie : « pour moi, Sarajevo compte autant que Trabzon et Diyarbakir », *Le Courrier des Balkans*, 20 septembre 2012.

Durant cette longue période, le terme de « Balkans » n’existait d’ailleurs pas dans son acception actuelle³. Pour désigner cette vaste région, on parlait de la Turquie d’Europe⁴, ou bien encore de la Roumélie, selon le terme utilisé par les Ottomans eux-mêmes. Pour les voyageurs occidentaux, cette Turquie d’Europe était d’ailleurs un pays lointain, exotique, sauvage – assurément une périphérie éloignée de l’Europe. Par contre, à Constantinople, le point de vue se renversait : les Balkans n’étaient nullement une périphérie éloignée de l’Empire, mais se trouvaient au contraire au cœur de celui-ci, en constituant certaines des provinces les plus riches. On sait également que la pratique du *devshirme*⁵ fut particulièrement répandue dans les Balkans. En conséquence, la haute administration ottomane et les cadres de l’armée comptèrent toujours nombre de brillants éléments originaires des Balkans – lesquels entretenaient, il est vrai, des relations d’intensité fort variable avec leur région d’origine. Des dizaines de grands vizirs furent ainsi d’origine albanaise. Même si le « retrait » de l’Empire ottoman des Balkans, la lente agonie de « l’homme malade de l’Europe » fut un processus lent et difficile, il importe de comprendre combien le souvenir de cette longue époque est encore proche et vif, tout particulièrement dans les zones qui furent les dernières à quitter le giron impérial – l’Albanie, la Macédoine, le Kosovo. Il est arrivé aux auteurs de cette étude de rencontrer des vieillards qui étaient nés dans l’Empire ottoman.

Au XXe siècle, un long désengagement

Malgré cela, la longue décennie guerrière qui s’étend de 1912 (première guerre balkanique) à 1923 (accord de Lausanne soldant la guerre gréco-turque par des échanges massifs de populations) va entraîner une rupture durable des relations politiques, économiques mais culturelles entre la nouvelle Turquie kémaliste et les États des Balkans.

Concentrée sur la construction d’un État moderne et national – processus qui supposait l’effacement des identités minoritaires (Grecs, Arméniens, Kurdes, etc), la Turquie de Mustafa Kemal délaissa très largement les Balkans, dont étaient pourtant originaires nombre

³Originellement, le terme turc de « Balkan » désigne une montagne de l’actuelle Bulgarie, que les Bulgares appellent eux-même « Stara planina ». Le géographe allemand Johann August Zeune (1778-1853) fut le premier, au début du XIXe siècle, à utiliser le terme de « Balkans » dans le sens large que nous lui attribuons aujourd’hui. Sur ces questions de terminologie, voire J.A. Dérens et L. Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, troisième édition revue et augmentée, Paris, Non Lieu, 2014.

⁴Il convient de citer la grande œuvre classique d’Ami Boué, *La Turquie d’Europe ; observations sur la géographie, la géologie, l’histoire naturelle*, Paris, 1840.

⁵Par cette pratique, les Ottomans enlevaient des jeunes garçons de familles chrétiennes, qui étaient conduits à la Cour, où ils embrassaient l’islam et recevaient la meilleure éducation : ils formaient l’essentiel du corps d’élite des janissaires, tandis que les plus brillants étaient promis à de belles carrières administratives – pouvant aller jusqu’au sommet de l’Etat, la charge de grand vizir.

de cadres du nouveau régime, à commencer par Atatürk, né en 1881 à Salonique. Pour leur part, les pays des Balkans cherchaient eux-mêmes d'autres modèles politiques, d'autres alliés, d'autres protecteurs. Seules les populations musulmanes, qui se sentaient fréquemment « orphelines » de l'Empire, conservèrent des liens étroits avec la Turquie : relations commerciales, familiales, universitaires, et même émigration de masse.

Cette situation ne fit que se renforcer après la Seconde Guerre mondiale et l'instauration des régimes socialistes en Albanie, Bulgarie, Roumanie et Yougoslavie, la « menace communiste » poussant la Turquie à renforcer ses liens avec le bloc occidental (elle adhère à l'OTAN en 1952). Dans le même temps, la Turquie n'a pas cessé d'accueillir des ressortissants des Balkans, *muhacir* (réfugiés) ou migrants économiques, se rendant en Turquie sur une base volontaire et dans le cadre de conventions bilatérales comme celles signées dans les années 1950 avec la Yougoslavie, ou bien chassés de leur pays d'origine, comme les Turcs de Bulgarie dans les années 1980. L'immense district stambouliote de Bayrampaşa s'est développé à partir des années 1960, et il accueille désormais officiellement près de 300 000 habitants, souvent originaires des Balkans, notamment de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak de Novi Pazar...

Lors de l'éclatement de la Yougoslavie, la Turquie a fait face à des flux renforcés de migrants, tout en devant assumer une solidarité « naturelle » avec la Bosnie-Herzégovine. Tandis que la population, la société civile et les milieux religieux se mobilisaient très fortement, le gouvernement d'Ankara apportait une aide politique, financière mais surtout diplomatique de première importance aux autorités de Sarajevo. La jeune Bosnie-Herzégovine pouvait apparaître comme une « protégée » de la Turquie. Les choses ont encore bien changé, depuis que s'est achevé le cycle guerrier de la fin du XXe siècle : désormais, les relations politiques, économiques et culturelles turques dans les Balkans ne concernent plus seulement les pays à majorité musulmane. La Turquie, tout en continuant à assumer un rôle particulier de protecteur des communautés musulmanes, vise désormais à développer son influence dans tous les pays de la région. Mais que cherche-t-elle exactement dans les Balkans ?

Prologue : Qui est « turc » dans les Balkans ?

Dans tous les Etats balkaniques ou presque vivent toujours des communautés qui, lors des recensements de population⁶, se définissent comme « turques ». Les principales communautés se trouvent toujours en Bulgarie, malgré l'exode forcé d'une part importante de la communauté dans les années 1970 et 80, lors de la campagne de bulgarisation forcée par le régime communiste agonisant sous l'appellation de « processus de régénération nationale » (*Възродителен процес*). Ce mouvement culmina lors de la « grande excursion » de 1989 : pas moins de 360 000 Turcs de Bulgarie prirent alors le chemin de la Turquie. Même si beaucoup sont revenus par la suite, cette « grande excursion » provoqua la désertification de régions entières, notamment dans les Rhodopes⁷.

Néanmoins d'après le recensement de 2001, la Bulgarie comptait 966 978 musulmans, soit 12,2% de la population totale, dont 713 000 Turcs et Tatars, 131 000 « Bulgares musulmans » (ou Pomaks), 103 000 Rroms, etc. La minorité « turque » dispose d'un parti, le Mouvement des droits et des libertés (*Движение за права и свободи*, DPS) qui s'est imposé comme véritable faiseur de rois de la politique bulgare. Ce parti est « turc », mais il recueille le soutien de tous les musulmans du pays.

Il en va de même en Grèce. En effet, le traité de Lausanne (1923) prévoyant les échanges de population entre la Grèce et la Turquie, parle de la minorité « musulmane » de la Thrace occidentale. Celle-ci correspond au moins à trois groupes ethno-linguistiques distincts : les Turcs, les Rroms et les Pomaks, ou Bulgares musulmans... Le turc est la langue de communication interne de la minorité, la langue d'enseignement dans les écoles, malgré cette diversité « ethnique »⁸.

En Roumanie, ce sont d'ailleurs les 32 596 Turcs et les 25 742 Tatars recensés en 2002 qui ont eux-mêmes demandé à être regroupés dans une seule communauté, *Romanya Tatar-Türklerinin Birliđi*. Ils représentent 0,4% de la population totale du pays, avec une forte concentration dans le *județ* de Constanța et, moindrement, dans celui de Tulcea : dans ces

⁶Voir le dossier du *Courrier des Balkans* : « Recensements dans les Balkans : comptes, décomptes et polémiques », http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=17231

⁷Parmi une abondante bibliographie, on peut citer Ali Eminov, *Turkish and other Muslim minorities in Bulgaria*, New York, Routledge, 1997.

⁸Lire Joëlle Dalègre, *La Thrace grecque, populations et territoire*, Paris, L'Harmattan, 2000.

régions correspondant à la région historique de la Dobroudja, ils représentent de 5 à 7% de la population totale.

En réalité, en Bulgarie comme en Grèce, c'est ancienne notion ottomane de *millet* qui a prévalu sur la notion moderne de nation : l'appartenance confessionnelle est toujours ici fondatrice de l'identité, et les qualificatifs de « Turc » et de « musulman » sont perçus comme des synonymes, tant par les intéressés eux-mêmes que par la société environnante (grecque, bulgare ou roumaine – dans tous les cas orthodoxe). Alors que le *millet* a été aboli dans la Turquie kémaliste où l'on affirme au contraire l'existence d'une nation turque « une et indivisible », en voulant éradiquer les particularismes confessionnels, ethniques ou régionaux, sur le modèle revendiqué du jacobinisme à la française, cette forme pré-nationale d'identification collective a largement survécu dans les Balkans – et le point est essentiel : être « turc » renvoie souvent ici plus aux catégories héritées de l'Empire ottoman qu'à la Turquie moderne, laïque et kémaliste.

Les Yörük

Il existe encore, tant dans les Rhodopes bulgares que sur les contreforts des montagnes du Shar, en Macédoine, des villages peuplés de Turcs Yörük. Ce groupe ethnique particulier, dont le nom signifie « ceux qui marchent », descend directement de la confédération des Turcs Oghuz. Nomades, les Yörük auraient été les premiers à pénétrer dans les Balkans. Leur mode de vie particulier (nomadisme et pastoralisme) a conforté leur spécificité « ethnique », qui les amène à se distinguer fortement des autres populations turques, malgré leur actuelle sédentarisation. On trouve également des Yörük en Anatolie centrale et en Iran.

Si être « turc » n'est donc pas une affirmation ethnique en Thrace occidentale ou dans les Rhodopes, d'autres phénomènes « d'indécision » sont constatables dans les statistiques démographiques de l'ancienne Yougoslavie et des États successeurs, où le nombre de « Turcs » a toujours considérablement varié.

Ainsi, dans la République socialiste fédérative de Macédoine, le nombre des citoyens de nationalité turque passa-t-il de 95 000 en 1948 (8,3% de la population totale) à 203 900 en 1953 (15,6%), pour redescendre à 131 500 en 1961 (9,4%), et s'établir aujourd'hui aux alentours de 4% de la population totale (soit environ 80 000 individus). Le nombre et le pourcentage d'Albanais connurent une évolution symétrique, passant de 197 400 en 1948 (17,1%) à 162 500 en 1953 (12,4%). Les évolutions furent similaires dans la province autonome voisine du Kosovo⁹.

Comment expliquer ces évolutions ? Par un évident effet d'aubaine. Lors des recensements, les déclarations de nationalité ont toujours « libres », chacun déclarant la nationalité de son choix. Au début des années 1950, beaucoup d'Albanais de Yougoslavie (mais aussi de Slaves musulmans bochniaques) choisirent de se déclarer « turcs » pour obtenir le droit d'émigrer en Turquie. Cette vague de départ, facilitée par la signature de conventions d'émigration entre la Turquie et la Yougoslavie de Tito¹⁰, contribua à réduire le nombre de musulmans yougoslaves, même s'il est parfaitement impossible de savoir si le mouvement toucha davantage les turcophones, les slavophones ou les albanophones.

À l'inverse, depuis les années 1970 et l'affirmation d'un nationalisme albanais de plus en plus virulent, des pressions de toutes natures se sont exercées sur les « petites » communautés musulmanes (Turcs, mais aussi Gorani du Kosovo, Torbes et Bochniaques de Macédoine, etc) pour qu'ils « adhèrent » à la communauté albanaise. Cette « albanisation » passe souvent par les réseaux religieux mais aussi par l'éducation, les enfants de ces communautés étant « incités » à s'inscrire dans des écoles albanaises plutôt que macédoniennes ou serbes... L'albanisation en question, toutefois, ne touche que l'expression publique et politique : peu importe la (ou les) langue(s) parlée(s) dans l'intimité familiale, il faut se « présenter » comme Albanais. Cette tendance de long terme, souvent discrète et insidieuse en Macédoine, parfois très ouverte et violente au Kosovo, a contribué à réduire drastiquement le nombre de « Turcs » des Balkans.

Hormis quelques villages, qui constituent des isolats turcophones et qui, de ce fait, résistent mieux à ces pressions – comme la commune turque de Mamusha¹¹, au Kosovo, ou bien les villages de la Debarska Župa, en Macédoine – la population turque ou turcophone

⁹Chiffres cités in J.A. Dérens, *Le piège du Kosovo*, nouvelle édition, Paris, Non Lieu, 2009.

¹⁰En conséquence de l'accord d'Ankara, signé en 1953 entre la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie, complété par le Pacte d'assistance mutuelle signé entre les trois États, en 1954 à Bled.

¹¹Lire Arben Ahmeti, « Minorités au Kosovo : heureux comme les Turcs de Mamusha ? », *Le Courrier des Balkans*, 3 août 2009.

était principalement urbaine. Elle était issue des familles d'artisans et de commerçants des bazars (*çarşı, çarshi, čaršija*)¹² : dans ces familles, le multilinguisme avait toujours été la règle, supposant la maîtrise, outre du turc, d'une ou plusieurs langues vernaculaires (slave ou albanais), mais aussi, assez fréquemment du ladino des séfarades, de l'arménien des marchands ambulants, de l'arabe de la mosquée, voire de l'aroumain, du grec ou du romani...

Ce plurilinguisme survit encore dans quelques rares villes, comme Prizren, au Kosovo, où l'on entend couramment parler l'albanais, le serbe et le romani, le turc servant de « lingua franca » commune à tous les habitants de la ville. Prizren est toujours une ville où trois langues ont un usage officiel et administratif, l'albanais, le serbe et le turc, même si les partis politiques albanais, principalement la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), ont tenté à plusieurs reprises, au cours des années 2000, de bannir cet usage administratif du turc.

Il faut d'ailleurs noter que le turc parlé des Balkans est une langue relativement archaïque, qui n'a pas connu les réformes d'Atatürk et qui, de ce fait, faute de normalisation, se différencie en divers dialectes. L'intercompréhension est cependant toujours assurée avec le turc moderne.

L'étroite proximité entre identité turque et albanaise trouve aussi sa confirmation en Albanie, où aucun « Turc » n'est identifié dans les recensements : il existait bien sûr de grandes familles ottomanes – qu'il suffise de penser aux grandes familles beylicales du sud du pays – mais celles-ci ont fait le choix de s'identifier totalement à la nationalité albanaise, au moins à partir de la proclamation d'indépendance de 1912. Du coup, ces grandes familles, qui avaient souvent une résidence à Istanbul, se sont parfois scindées en deux branches, l'une devenant turque, l'autre albanaise. On pourrait citer le cas de la famille Frashëri, originaire de Përmet, dans le sud de l'Albanie : les frères Sami, Naim et Abdyl Frashëri furent des acteurs majeurs tout à la fois de la révolution Jeune-Turque et de la *Rilindja kombëtare*, la Renaissance nationale albanaise, politique et culturelle. Ali Sami Yen (1886-1951), fils de Şemseddin Sami Bey (1850-1904), que les Albanais préfèrent appeler Sami, fut le fondateur du club de football de Galatasaray à Istanbul et conduisit la délégation turque aux Jeux Olympiques de 1924... Après s'être longtemps sentis à la fois pleinement ottomans et pleinement albanais, les Frashëri durent finalement choisir, et certaines branches de la famille « s'albanisèrent », tandis que ceux restés à Istanbul se « turcisaient ».

¹²Lire J.A. Dérens, L.Geslin et M. Ortiz (dir.), *Bazars ottomans des Balkans*, Paris, Non lieu, 2009.

La proximité même des identités « albanaises » et « turques » empêchait désormais leur conjonction, et les turcophones d'Albanie devinrent entièrement « albanais ». Le phénomène a bien sûr été tragiquement accentué par la dictature stalinienne d'Enver Hoxha, qui traqua toute trace d'orientalisme et d'ottomanisme, tout en pratiquant une radicale épuration de classe à l'encontre des anciens dominants.

Et en Turquie, qui est balkanique ?

La Turquie ne reconnaissant pas l'existence de minorités nationales et ne tenant pas de statistiques ethniques, il est difficile de répondre précisément à la question – d'autant qu'il faudrait encore voir quel « niveau » de proximité avec les Balkans est envisagé : première, deuxième, troisième génération, qu'est-ce qu'être « originaire des Balkans » veut-il dire ? Lors de leur arrivée en Turquie et dans le cadre de leur procédure de naturalisation, beaucoup de Balkaniques changeaient même d'état-civil, surtout les Bosniaques abandonnant leurs patronymes. Certains chiffres souvent cités – ainsi la présence de « sept millions d'Albanais en Turquie » – sont invérifiables, mais certainement exagérés, même si le fait est que la pratique de la langue d'origine se maintient souvent dans les familles, et si une certaine mode pousse, au moins depuis le début du siècle, les Turcs à rechercher leurs origines...

La situation n'est pas totalement différente en Bosnie-Herzégovine et dans le Sandjak de Novi Pazar, petite région majoritairement musulmane actuellement partagée entre la Serbie et le Monténégro. Les recensements n'y révèlent pratiquement pas de « Turcs », la pratique de la langue turque est bien moins répandue qu'en Macédoine ou au Kosovo – ce qui s'explique par l'éloignement à la fois géographique et temporel, la Bosnie-Herzégovine ayant été placée sous administration austro-hongroise dès 1878.

I – La Turquie vue des Balkans : du « joug ottoman » à l’alliance privilégiée

Ancienne puissance « coloniale » - ou ultime avatar d’un Empire perdu – la Turquie n’est jamais regardée de manière neutre dans les Balkans. Il y a quelques années encore, d’intépides Monténégrins ne s’inquiétaient guère que d’une chose, que l’on puisse se rendre en Turquie sans risquer de se faire égorger... Depuis, le développement des offres touristiques a toutefois réduit ces craintes. À l’inverse, dans toutes les langues slaves des Balkans, Istanbul (Constantinople) est toujours désignée du nom de « Tsarigrad », la « ville impériale », la formule indiquant bien la déférence due à l’ancienne capitale.

Le « joug ottoman »

Il n’existe pas d’historiographie commune aux pays des Balkans, mais au moins les différents récits historiques nationaux, tels qu’ils ont été forgés aux XIXe et XXe siècle, convergent-ils sur un point : l’image entièrement négative donnée à la longue domination turque, au « joug » ottoman. Au récit des cruelles exactions et des multiples injustices commises aux dépens de la *raya*, le petit peuple chrétien s’ajoute celui des privilèges et des mœurs décadentes des seigneurs turcs – jouisseurs, buveurs, violeurs... Les manuels scolaires viennent donner leur caution scientifique à la légende noire véhiculée par la tradition populaire. Le développement des villes, des infrastructures routières, des ponts n’est presque jamais évoqué – ou alors, par exception, comme étant l’œuvre d’un puissant Turc d’origine locale, comme le fameux pont de Višegrad, en Bosnie-Herzégovine, construit par le grand vizir Mehmed Pacha Sokollu (Sokolović), d’origine serbe¹³...

L’accent était traditionnellement mis sur l’éloignement de l’Europe occidentale et le retard culturel induit par la domination ottomane, l’Empire étant perçu comme un grand corps imperméable à la notion de progrès, d’évolution. Celui-ci aurait même atteint le summum de son développement dès le XVIe siècle, pour entraîner ensuite tous les territoires soumis dans une longue et inéluctable décadence. La période allant jusqu’aux guerres de libération du XIXe siècle constitue un long Moyen Âge dans le découpage chronologique de toutes les historiographies balkaniques¹⁴. La domination ottomane aurait « privé » les Balkans de la Renaissance, mais aussi des lumières, sans oublier, dans les arts, le baroque et le

¹³Lire Ivo Andrić, *Un pont sur la Drina*, trad. française de Pascale Delpech, LGF/ Livre de poche, 1999.

¹⁴Lire Sylvie Gangloff, *La perception de l’héritage ottoman dans les Balkans*, Paris, L’Harmattan, 2005.

classicisme... On comprend, dans ces conditions, que le fameux discours du ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, s'extasiant sur « l'âge d'or de l'époque ottomane », lors d'un colloque à Sarajevo en octobre 2009, ait suscité de vives réactions¹⁵.

Seuls quelques projets pilotes rompent avec ce consensus négatif, comme celui initié par le Centre pour la Démocratie et la Réconciliation en Europe du Sud-Est de Thessalonique, qui a publié, en anglais et dans toutes les langues de la région, quatre manuels destinés aux enseignants contenant les matériaux documentaires d'une histoire alternative¹⁶. Ainsi, la nécessaire élaboration d'une nouvelle réflexion historiographique commune au pays de la région apparaît-elle inséparable d'une réévaluation de la période ottomane.

Un patrimoine architectural dévalorisé

On ne s'étonnera pas que le patrimoine bâti légué par les Ottomans, d'une ampleur pourtant considérable, n'est cessé d'être mis à mal depuis le XIXe siècle. Ce patrimoine pâtit en effet d'être le témoin d'une époque honnie et tout est bon pour le faire disparaître – guerres, incendies urbains (comme celui de Salonique en 1917), tremblements de terre, rénovation urbaine, spéculation immobilière – et construire à sa place des villes nouvelles supposées montrer « l'européanisation » des Balkans¹⁷. Parmi les exemples les plus récents de cette tendance, on pourrait citer Skopje 2014¹⁸, projet farfelu de reconstruction de la capitale macédonienne, visant à la doter de monuments néo-classiques supposés servir de témoins d'une histoire imaginaire et (mal) réécrite. Le projet Skopje 2014 vise à éradiquer les témoins réels de l'histoire de la ville pour leur substituer les monuments kitsch d'une pseudo-histoire inventée, mais supposée beaucoup plus « glorieuse », et surtout plus « européenne »...

¹⁵Lire Nikolina Rajković, « Turska na Zapadnom Balkanu – neosmanizam na bankovnim računima »?, *Bilten*, 2 juillet 2014, <http://www.bilten.org/?p=1542>

¹⁶*Teaching Modern Southeast European History: Alternative Educational Materials*, présentation sur le site <http://www.cdsee.org/publications/books>

¹⁷Sur ces atteintes au patrimoine ottoman, voire *Bazars ottomans des Balkans*, *op.cit.*

¹⁸Lire le dossier du Courrier des Balkans : « Macédoine : Skopje 2014, kitsch nationaliste et foire aux antiquités », http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=18171

L'argument des séquelles du joug ottoman est même toujours utilisé pour justifier ce qui ne va pas dans les Balkans, corruption, népotisme, indolence et nonchalance... Dans les discours produits sur les Balkans (et naturellement repris par beaucoup de Balkaniques eux-mêmes) on ne sort toujours pas de l'opposition facile entre occidentalisme (on parle aujourd'hui « d'eupéanisation ») et « orientalisme » associé à l'héritage ottoman¹⁹. Cette essentialisation (des pratiques sociales et des mentalités) présente l'immense avantage de faire passer au second plan toute analyse et toute réflexion sérieuse sur l'évolution réelle des sociétés balkaniques et leur positionnement spécifique dans un monde dominé par l'Occident : pour les pays d'Europe du Sud-Est, la fin de l'Empire ottoman s'est, en réalité, soldée par une relégation des Balkans à une position de plus en plus marginale, celle d'une périphérie dominée de l'Europe, situation que le projet d'intégration européenne n'a, pour l'instant, aucune vocation à modifier.

Dans le monde albanais, la perception de l'Empire ottoman est particulièrement conflictuelle et polémique. En effet, les Albanais souffrent du « complexe » de s'être révoltés plus tard que leurs voisins contre les Ottomans. Encore lors de la Ligue de Prizren (1878), la revendication n'était que d'obtenir une autonomie pour les régions albanaises dans le cadre de l'Empire. Du coup, la tradition historiographique craint toujours la macule de la « collaboration »²⁰. Pour mieux affirmer « l'eupéanité » et « l'occidentalité » des Albanais, tout un courant intellectuel, mené notamment par l'écrivain Ismail Kadare, rejette en bloc l'islam et tout l'héritage culturel et historique de l'Empire ottoman réduisant l'histoire albanaise à quelques figures, de préférence chrétienne comme Skenderbeg (1405-1468)²¹. Dans cette construction nationaliste, allant des origines antiques plus ou moins mythifiées (Illyriens), les cinq siècles de domination ottomane deviennent une simple « parenthèse », un « accident de l'histoire » qui n'a pas affecté en profondeur « l'être national albanais », tout comme du reste le demi-siècle de dictature stalinienne...

¹⁹Lire Edward Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, [Orientalism, 1978], traduction de Catherine Malamoud, Le Seuil, 1980, (rééd. augm., 2003), 392 pages, et Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*, Paris, Éditions de l'EHESS, collection « En temps & lieux », 2011.

²⁰Lire Nathalie Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais : La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2006.

²¹Pour avoir une idée des arguments utilisés et de la violence du rejet exprimé à l'encontre du passé ottoman, lire Ismail Kadare, *La Discorde: L'Albanie face à elle-même*, Paris, Fayard, 2013. L'écrivain s'indigne des moindres initiatives politiques de la Turquie contemporaine, précisément au nom de ce passé ottoman honni.

Comment enseigner l'histoire de la période ottomane au Kosovo ?

La Turquie est un des principaux investisseurs au Kosovo, et elle exerce une puissante influence sur le petit pays... Trop puissante, peut-être. Un véritable scandale a éclaté au printemps 2013, après que le ministère de l'Éducation turc aurait demandé que des modifications soient apportées dans certains manuels d'histoire du Kosovo. Il s'agirait « d'adoucir » certaines formules utilisées pour décrire la « domination » turque... Aussitôt, certains historiens albanais se sont élevés contre des pressions « intolérables ». Frashër Demaj, historien et auteur de plusieurs livres scolaires, introduit une casuistique nouvelle : selon lui, « la diplomatie d'Ankara ne devrait pas mêler l'histoire aux excellentes relations albano-turques », car « l'Empire ottoman était un occupant, qui contrôlait des territoires albanais, tandis que la Turquie est un des plus importants amis du Kosovo et des Albanais »²².

Tout autant que les Albanais, les Bosniaques cherchent à relativiser l'importance de l'épisode ottoman, en insistant au contraire sur l'expérience des royaumes médiévaux de Bosnie, antérieurs à la conquête. La conversion à l'islam elle-même est revisitée : harcelés tant par les catholiques que par les orthodoxes, les fidèles de l'Eglise bosniaque, dualiste et proche des courants cathares et bogomiles, seraient passés en masse à l'islam. Au-delà de son incertaine véracité, cette construction historiographique vise à conforter l'ancienneté et l'autochtonie d'une identité politique et nationale de la Bosnie-Herzégovine – ceci en réponse, naturellement, aux accusations des nationalistes serbes ou croates, enclins à ne voir en les musulmans bosniaques que des Serbes ou des Croates « turcisés »...

Ces constructions idéologiques doivent cependant être relativisées. La Turquie reste largement perçue comme un « protecteur » naturel par les populations musulmanes des Balkans, suscitant des réactions d'adhésion et de fidélité que l'on observe toujours, par exemple, lors des compétitions sportives. Ainsi, en septembre 2010, la victoire sur le fil de la Turquie contre la Serbie en demi-finale de la Coupe du monde de basket a été saluée à Novi Pazar, où des centaines de jeunes Bosniaques ont festoyé en brandissant des drapeaux turcs.

²²Lire Drita Vitia, « Kosovo : faut-il « adoucir l'occupation turque » dans les livres d'histoire ? », *Le Courrier des Balkans*, 29 mai 2013.

Dans la ville divisée de Mitrovica, au Kosovo, les événements ont pris un tour plus tragique : les supporters serbes et albanais, partisans de la Turquie, se sont violemment affrontés, les jets de pierre laissant rapidement la place à des tirs d'armes à feu. Le bilan fut de près d'une dizaine de blessés, dont un gendarme français.

Quelques années plus tôt, le 15 juin 2008, le match Turquie-République tchèque, comptant pour le quart de finale de la Coupe d'Europe de football avait lieu le soir même des élections parlementaires en Macédoine. Les supporters du principal parti albanais, l'Union démocratique pour l'intégration (BDI) ont fêté en même temps leur victoire et celle des footballeurs turcs, brandissant des drapeaux du parti et ceux de la Turquie. Par comble d'ironie, cette fête a eu lieu au pied du monument de Skanderbeg, le héros albanais qui résista aux Turcs au XVe siècle²³.

²³« Les Albanais de Macédoine revotent dans le calme, le BDI fête sa victoire », *Le Courrier des Balkans*, 16 juin 2008.

II – Des guerres des années 1990 à la Turquie arbitre

Au moment de l'effondrement des régimes communistes, suivi par l'éclatement de la Fédération yougoslave, la Turquie dut assumer ce rôle de « protecteur » des musulmans des Balkans – à commencer par les Turcs de Bulgarie, dont la « grande excursion » de 1989 précluda la chute du régime de Todor Jivkov. Néanmoins, tout au long des années 1990, la présence turque dans les Balkans est restée relativement discrète, se concentrant pour l'essentiel dans les pays et les régions majoritairement musulmanes des Balkans.

Sur le plan militaire cependant, la Turquie a été particulièrement présente durant le conflit bosniaque, avec la présence d'un régiment sous les ordres de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) qui s'est, suite à la signature des Accords de paix de Dayton, constitué en brigade sous l'autorité de l'OTAN. Ankara a également été active dans les opérations internationales de surveillance maritime lors de l'embargo contre la Serbie-et-Monténégro (Opération *Sharp Guard*), de surveillance aérienne lors du conflit bosniaque (Opération *Deny Flight*), d'aide humanitaire en Albanie (Opération *Alba*) et de restauration de la paix en Macédoine (Opération *Essential Harvest*). La Turquie est également présente au Kosovo depuis 1999 dans le cadre de la KFOR (*Kosovo Force*), avec un bataillon de près de 400 hommes basé à Prizren, vieille ville de tradition ottomane, et dans la nouvelle commune majoritairement turque de Mamusha.

En plus des opérations militaires conjointes sous commandement international, la Turquie a développé dans les années 1990 une collaboration militaire bilatérale avec la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et l'Albanie, qui s'est traduite par l'envoi de conseillers techniques et d'aide matérielle turcs. Enfin, la Turquie et la Bulgarie ont conclu une série d'ententes militaires, qui se sont amplifiées à l'approche de l'entrée de cette dernière dans l'OTAN (2004).

Ainsi, la diplomatie turque a-t-elle considérablement aidé la Bosnie-Herzégovine en guerre. Les ambassades turques ont représenté la Bosnie dans de nombreuses capitales, et les fonds, tant privés que publics, en provenance de Turquie ont afflué à Sarajevo. Les dirigeants du Parti de l'action démocratique (SDA) effectuaient de fréquents séjours à Ankara. Ce parti nationaliste, créé par feu Alija Izetbegović, le premier Président de la Bosnie-Herzégovine indépendante, représentait la communauté bosniaque musulmane. Longtemps hégémonique à

Sarajevo et dans les régions majoritairement musulmanes de Bosnie, a eu d'autres « protecteurs » et bailleurs de fonds durant les difficiles années de guerre – notamment l'Iran et certains États du Golfe persique – mais la Turquie a toujours joui d'un double avantage : d'une part, l'aide qu'elle apportait semblait « légitime » au regard du passé commun, et d'autre part, elle ne pouvait pas « gêner » la Bosnie, la Turquie, membre de l'OTAN, de tradition laïque, étant toujours considérée comme un partenaire respectable.

Le SDA disposait aussi d'un relais local dans le Sandžak de Novi Pazar, dont le dirigeant, Sulejman Ugljanin, a vécu près de six ans à Istanbul, de 1991 à 1997, fuyant la répression du régime serbe de Slobodan Milošević. La formation d'Alija Izetbegović n'a cependant pas mobilisé l'aide turque : toutes les formations bosniaques en ont bénéficié. La complexe scène politique bosnienne à l'époque de la guerre (1991-1995) et dans l'immédiat après-guerre pouvait largement se lire selon les critères des relations internationales établies par les différents acteurs (plutôt avec la Turquie, plutôt avec le monde arabe, l'Iran ou la Malaisie, etc.) et de la nature de leurs réseaux (plutôt laïcs ou plutôt religieux).

Ankara appliqua les sanctions internationales contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), tout en veillant à conserver des relations diplomatiques avec l'ensemble des pays de la région, mais l'engagement actif de la Turquie resta pour l'essentiel limité à la Bosnie-Herzégovine – sauf dans le domaine religieux, où la Direction des affaires religieuses de Turquie, la *Diyanet*, joua très vite un rôle actif dans toute la région, notamment en Albanie ou en Macédoine.

En réalité, les priorités stratégiques de la Turquie allaient surtout à un approfondissement de son engagement dans le cadre de structures internationales comme l'OTAN et à la poursuite de son processus d'intégration européenne, qui semblait alors un objectif plus tangible qu'au cours de la décennie suivante. Cela passait notamment par l'amélioration de ses relations avec la Grèce, et un engagement en faveur de la paix dans les Balkans qui s'inscrivait principalement dans le cadre des missions civiles et militaires internationales. Sur le plan bilatéral, Ankara a aussi veillé à développer son réseau de bonnes relations, avec notamment la signature d'un Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la Macédoine en 1995, des visites de haut niveau régulières en Croatie à la fin de la décennie, etc. Le Président turc de l'époque, Süleyman Demirel, fût ainsi le seul chef d'Etat étranger à assister aux obsèques du président croate Franjo Tuđman, en 1999...

Durant toute cette période, la Turquie fit preuve, en réalité, de beaucoup de prudence politique vis-à-vis des Balkans : face à une opinion publique encline à soutenir une « solidarité musulmane » dans la région, les autorités turques se sont refusées à s'engager trop explicitement dans la défense de minorités turques ou musulmanes²⁴. Affaiblie par la crise monétaire de 2000/2001, la Turquie était également fortement sollicitée par d'autres terrains d'intervention, comme le Caucase ou l'Asie centrale.

Années 2000 : la Turquie comme arbitre

La situation a changé après la victoire du Parti pour la justice et le développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) aux élections du 3 novembre 2002. Sous la houlette du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, la Turquie va s'engager dans une politique beaucoup plus active dans les Balkans. Avant d'examiner (cf. *infra*) les causes de cet engagement, tant politique qu'économique, il importe de voir quelles étaient, en la matière, les attentes des États et des sociétés balkaniques.

Le 26 avril 2011, un Sommet réunissait le Président serbe Boris Tadić et les trois membres de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine dans la résidence présidentielle serbe de Karađorđevo, en Voïvodine, là même où, il y a vingt ans, Franjo Tuđman et Slobodan Milošević s'étaient rencontrés pour envisager le dépeçage de la Bosnie. Plus étonnant encore, un autre chef d'État participait à cette rencontre trilatérale, le Président turc Abdullah Gül²⁵. La rencontre intervenait dans un contexte de crise grave pour la Bosnie-Herzégovine, et ne déboucha guère que sur des déclarations de bonnes intentions, mais la présence d'Abdullah Gül fut vivement critiquée par Milorad Dodik, le tout-puissant président de la Republika Srpska, « l'entité serbe » de Bosnie-Herzégovine, qui n'avait pas été invité à la rencontre. Milorad Dodik souligna notamment que la Turquie n'avait aucun rôle à jouer dans le respect des accords de paix de Dayton.

Ce sommet trilatéral se situait en effet en-dehors du cadre de « surveillance » des accords, mais intervenait exactement un an après une rencontre du même type à Istanbul, qui avait donné lieu à l'adoption d'une Déclaration, affirmant des objectifs de sécurité, de

²⁴Lire Luce Richard, « La Turquie dans les Balkans: relents d'Ottomanisme ? », *Nouvelle Europe*, 16 novembre 2011.

²⁵Lire « La Serbie et la Turquie se penchent au chevet de la Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Balkans*, 26 avril 2011.

dialogue politique et de préservation de la diversité ethnique, culturelle et religieuse des Balkans. Alors que le processus des accords de Dayton reconnaît un rôle de « garant » de la paix à la Serbie et à la Croatie, tout en demeurant piloté par le Conseil de mise en œuvre de la paix (PIC) et le Haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, nommé par l'Union européenne, la rencontre de Karadžević s'inscrivait d'une tout autre dynamique, dans laquelle ni l'UE ni les pays occidentaux co-signataires des accords de paix ne sont impliqués. Elle a fait apparaître au grand jour un nouvel axe réunissant la Serbie et la Turquie, deux pays qui prétendent désormais au rôle de « piliers de la stabilité » des Balkans occidentaux.

Le Sommet d'avril 2010 à Istanbul a été suivi par plusieurs voyages dans les Balkans du Président Gül, du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. En juillet, le Premier ministre turc participait aux cérémonies annuelles de commémoration du massacre de Srebrenica, avant de se rendre à Belgrade, pour signer une série d'importants accords économiques, ainsi qu'un accord de libre circulation entre la Serbie et la Turquie. La présence du Président serbe Boris Tadić aux célébrations de Srebrenica, accompagnée d'une reconnaissance officielle du massacre, a été vivement commentée. Pour la présidente de l'association des « Mères de Srebrenica », Hatidža Mehmedović, « *c'est Recep Tayyip Erdoğan qui a convaincu Boris Tadić de se rendre à Srebrenica* », confirmant le rôle de « médiateur régional » désormais dévolu à la Turquie²⁶.

En réalité, face aux échecs accumulés par les médiateurs occidentaux dans de nombreux dossiers, à commencer par celui de la Bosnie-Herzégovine, la Turquie bénéficie d'un a priori positif de départ : on lui suppose une meilleure connaissance des dossiers et une compréhension « naturelle » des enjeux, et l'on veut bien même lui prêter une plus grande neutralité qu'aux Européens – hormis quelques réactions « épidermiques » comme celle de Milorad Dodik.

Le Premier ministre Erdoğan a achevé son voyage de juillet 2010 à Novi Pazar, pour inaugurer un nouveau Centre culturel turc. Novi Pazar est le centre du Sandjak éponyme, une petite région du Sud de la Serbie majoritairement peuplée de Slaves musulmans « bosniaques », qui ont toujours conservé d'étroites relations avec la Serbie. Le Sandjak de Novi Pazar resta possession ottomane jusqu'à la guerre balkanique de 1912, même si des troupes austro-hongroises y étaient déployées depuis 1878. Le Premier ministre turc y fut

²⁶Lire « La Turquie et les Balkans : « multilatéralisme néo-ottoman ? », *Le Courrier des Balkans*, 23 août 2011.

d'ailleurs accueilli par une foule enthousiaste, brandissant des drapeaux turcs et des drapeaux du Sandžak, sans que les autorités serbes n'y trouvent à redire.

Les Turcs des Balkans au secours de l'AKP

La vague de contestation qui a saisi la Turquie au printemps 2013 a suscité des réactions très contrastées dans les Balkans. Si certains militants de gauche et d'extrême gauche ont suivi avec passion des événements du parc Gezi, les partis turcs du Kosovo et de Macédoine, eux, ont tenu à apporter leur soutien à l'AKP et au Premier ministre Erdoğan. Des milliers de personnes se sont rassemblées à Gostivar, Skopje²⁷ et Prizren²⁸ à l'appel, respectivement, du Parti démocratique turc de Macédoine et de son homologue du Kosovo (KDTP). Diverses ONG se sont jointes au rassemblement, ainsi que les représentants d'autres minorités nationales, comme les Gorani du Kosovo, qui perçoivent aussi la Turquie et l'AKP comme des protecteurs naturels.

À Belgrade, Recep Tayyip Erdoğan avait souligné que les différences de vue entre la Serbie et son pays sur le Kosovo ne sauraient être un frein au développement des bonnes relations. En effet, Ankara a reconnu, dès sa proclamation, le 17 février 2008, l'indépendance du Kosovo, que conteste toujours Belgrade. Quelques mois plus tard, début novembre, il effectuait la première visite d'un Premier ministre turc à Pristina, offrant les services de son pays pour servir de « médiateur » entre le Kosovo et la Serbie – une proposition restée toutefois à ce jour sans réponse. Les visites ultérieures du Premier ministre au Kosovo, notamment celle d'octobre 2013²⁹, ont été marquées par la signature d'importants contrats économiques (autoroutes, aéroport international de Pristina), mais n'ont pas permis à la Turquie de concrétiser son offre de médiation.

²⁷Lire « Macédoine : la communauté turque se mobilise en soutien à Erdoğan », *Le Courrier des Balkans*, 16 juin 2013.

²⁸Lire Una Hajdari, « La Turquie et les Balkans : « Jamais le Kosovo n'abandonnera Erdoğan ! », *Le Courrier des Balkans*, 12 juillet 2013.

²⁹Lire « Recep Tayyip Erdoğan : « le Kosovo, c'est la Turquie », *Le Courrier des Balkans*, 26 octobre 2013.

III – Les Balkans vus de Turquie : de la neutralité au « néo-ottomanisme »

Avec la naissance de la République en 1924 sur les cendres de l'Empire ottoman, les autorités turques doivent définir de nouvelles relations diplomatiques avec les anciennes provinces de l'Empire devenues indépendantes. L'intérêt du nouveau régime pour les Balkans fut d'abord tout très relatif. Le transfert de la capitale d'Istanbul à Ankara, au beau milieu de l'Anatolie, illustre symboliquement ce nouvel éloignement. Il fallut attendre des décennies, notamment à compter des années 1970, pour observer un franc retour de la Turquie dans la péninsule.

Non-ingérence, frictions et réchauffement

Sous la houlette de Mustafa Kemal « Atatürk », « père des Turcs », la Turquie républicaine engagea un processus de création d'un Etat-nation autour du peuple turc, que les minorités (arméniennes, grecques, kurdes) payèrent au prix fort. Cette période fut marquée, notamment sur le plan diplomatique, par un relatif désintérêt de la Turquie pour son voisinage immédiat, même si nombre de cadres du nouveau régime étaient originaires des anciennes provinces européennes de l'Empire, à l'image de Mustafa Kemal lui-même, natif de Salonique.

Sous le régime républicain d'Atatürk (décédé en 1938), la Turquie se replie donc sur elle-même. Sur le plan diplomatique, ce recroquevillement prit la forme d'une politique de non-ingérence, voire de neutralité, à l'égard des anciennes provinces de l'Empire. C'est également la période où la Turquie signe un traité de non-agression avec l'Union soviétique (1925) et un traité de paix avec la Grèce (1930). Un premier Pacte balkanique (1934) d'assistance mutuelle fut également signé entre la Turquie, la Grèce, la Roumanie et le Royaume de Yougoslavie, mais sa réalisation concrète portait davantage sur la renonciation de revendications territoriales réciproques que sur la création d'une véritable nouvelle entente régionale.

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, durant laquelle la Turquie est restée neutre, les tensions entre Ankara et Moscou contribuèrent également au ralentissement des relations turco-balkaniques, dans un contexte global de guerre froide. En 1945, la Turquie et l'Union soviétique ne parviennent pas à s'entendre pour reconduire le pacte de non-agression signé

vingt ans plus tôt. Se sentant menacée sur son flanc nord, Ankara va ainsi progressivement abandonner ses orientations neutralistes, acceptant l'aide américaine du Plan Marshall (1948) et adhérant, en 1952, à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), en même temps que la Grèce, qui sort juste de la guerre civile. Un pacte d'assistance mutuelle fut signé entre la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie à Bled (Slovénie) en 1954, mais resta sans autre véritable effet que de favoriser la migration des populations musulmanes des Balkans vers la Turquie. Tandis que la Yougoslavie impulse la création de la Conférence des pays non-alignés (1955) et qu'Albanie, Bulgarie et Roumanie subissent lourdement la domination soviétique, la Turquie et la Grèce maintiennent une ligne résolument pro-occidentale.

Il fallut attendre les années 1970, avec la crise de Chypre (1974), qui éloigne la Turquie de ses partenaires occidentaux, et surtout les Accords d'Helsinki (1975), qui marquent la détente entre les deux grands blocs géopolitiques, pour voir Ankara reprendre pleinement pied dans les Balkans.

La fin des années 1970 et le début de la décennie suivante sont en effet marqués par une série d'accords commerciaux, de traités d'amitié et de traités de coopération signés entre Ankara et la Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie, et de visites réciproques des chefs d'Etat. Les relations turco-bulgares ont cependant été rapidement entachées par la violente campagne de « bulgarisation » menée contre la minorité turque par le régime de l'époque, qui conduisit même la Turquie à porter officiellement plainte contre Sofia devant les instances internationales et qui a lourdement affecté la coopération et les échanges économiques entre les deux pays.

La chute du rideau de fer et l'ouverture au monde occidental des pays d'Europe orientale voisins de la Turquie auraient pu, logiquement, permettre à Ankara de s'implanter solidement dans les Balkans. Cependant, en dehors d'une coopération militaire active et d'un soutien diplomatique à la Bosnie-Herzégovine, la Turquie n'a d'abord pas su s'imposer comme un acteur économique et culturel significatif dans la région. La Turquie a joué un rôle effacé dans les Balkans tout au long des années 1990. Le pays a certes signé des accords bilatéraux pour encourager le commerce et les échanges avec l'ensemble des pays de la région, et a adhéré à bon nombre d'organisations régionales dès leur création (Processus de coopération du Sud-Est européen, Initiative de coopération du Sud-est européen, Conseil de mise en œuvre de la paix, Conseil de coopération régional...), mais cette activité diplomatique ne s'est pas traduite par une activité culturelle ou économique intenses.

Ainsi, la part des échanges commerciaux de la Turquie avec les pays balkaniques ne dépassait pas les 5%, une proportion qui n'augmenta pas de manière significative jusqu'au début du millénaire suivant³⁰. Certes, les conflits des années 1990 dans l'ancienne Yougoslavie et l'instabilité conséquente expliquent en partie la faiblesse des échanges commerciaux. Dans le cas de la Roumanie et de la Bulgarie, la part du commerce bilatéral avec la Turquie était légèrement plus conséquente, mais l'influence grandissante des Etats européens dans l'économie nationale de ces deux pays, qui signent dès 1995 un accord d'association avec l'Union européenne, a contré les ambitions commerciales d'Ankara à Sofia comme à Bucarest.

Pantouranisme ou néo-ottomanisme ?

Dans les années 1990, la chute de l'URSS a favorisé la « redécouverte » enthousiaste des « frères » turcs d'Asie centrale. Pour de nombreux dirigeants et de larges secteurs de l'opinion publique, l'avenir de la Turquie se jouait dans ces « retrouvailles » avec le berceau originel des peuples turcophones. Cette exaltation du « Touran » originel³¹ et de l'Ergenekon, la mythique vallée de l'Altaï dont seraient originaires tous les peuples turciques, était cultivée par certains courants de l'extrême-droite nationaliste laïque, mais aussi par l'armée et par l'aile dure du kémalisme³². Las, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Les pays d'Asie centrale n'ont jamais manifesté un grand intérêt pour ce type de songeries ethniques et ont conservé un très fort tropisme post-soviétique.

Même sur le plan strictement économique, la percée turque est restée très limitée sur ces nouveaux marchés. L'AKP rompt avec ce rêve nationaliste laïc, basé sur une ethnicité turque, pour privilégier la *koinè*, la communauté historique et culturelle des anciens territoires ottomans. Autant ce nationalisme

³⁰ Agence turque des statistiques (*Türkiye İstatistik Kurumu*) <http://www.tuik.gov.tr/>

³¹ Le terme de *touran* est le mot iranien désignant les « nomades du nord ». Il est utilisé par les nationalistes panturques pour évoquer l'idéal d'un grand empire réunissant tous les peuples turciques.

³² Ergenekon est aussi le nom d'un présumé réseau criminel turc qui aurait réuni des militants de l'extrême droite ainsi que de la gauche républicaine, des officiers de l'armée et de la gendarmerie, des magistrats, des mafieux, des universitaires et des journalistes. Ce réseau, impliqué dans des crimes comme l'assassinat de Hrant Dink (2007), aurait eu pour but ultime le renversement du régime de l'AKP.

ethnique turc est rigoureusement laïc, voire anti-musulman, l'islam ayant été « imposé » aux Turcs par les Arabes, autant la vision néo-ottomane renvoie à l'idée d'une unité de civilisation dont l'islam est une composante essentielle – même si l'on peut fort bien être « (néo-)ottoman » sans être musulman... Tout comme le nationalisme turc, au début du XXe siècle, se voulait anti-ottoman, cette restauration idéologique et culturelle du rêve (néo-)ottoman l'a, pour le moment, emporté sur le fantasme touranien.

L'Etat turc a également été à la traîne au niveau culturel et humanitaire. L'Agence turque de Coordination et de Développement (TİKA) qui a vu le jour en 1992, au lendemain de l'effondrement du Bloc de l'Est, s'est d'abord concentré sur le Caucase et l'Asie centrale, délaissant les Balkans où seuls trois bureaux seront ouverts avant la fin de la décennie 1990 (Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Albanie)³³.

Si les autorités turques ont semblé hésitantes, ce n'est pas le cas de certaines organisations privées, au premier plan desquelles le mouvement « güleniste ». Forts de millions de sympathisants et de moyens considérables, cette communauté rassemblée autour de l'imam Fethullah Gülen a su mettre en place et financer, dès le début des années 1990, des établissements scolaires, notamment en Bulgarie, en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et en Macédoine. Encore aujourd'hui, le mouvement güleniste est parmi les plus actifs dans la région, même si la rivalité entre l'Etat turc et les fidèles de l'imam Gülen pourrait compromettre, à l'avenir, le sort des projets implantés dans la région.

Qui sont les Gülenistes ?

La « Communauté » (*hizmet* ou *cemaat*, en turc) est une nébuleuse formée autour de l'imam Fethullah Gülen, conservateur sur le plan religieux, libéral sur les questions économiques et partisan d'un rapprochement de la Turquie avec l'Europe et l'Amérique (Fethullah Gülen vit aux Etats-Unis depuis 1999). Ce mouvement religieux, semblable à une franc-maçonnerie islamique, jouit d'un ascendant considérable en Turquie. « Hizmet » est bien implanté au sein de la société turque par le biais d'écoles, mais aussi d'entreprises, de médias,

³³<http://www.tika.gov.tr/tika-hakkinda/1>

de réseaux établis par des affidés de la « Communauté », qui se comptent par millions, en Turquie mais aussi à l'étranger, où les gülenistes ont développé une toile dense et financent notamment des établissements scolaires (près de 2000 dans 160 pays) et des programmes humanitaires.

Malgré une proximité idéologique entre sympathisants du mouvement de Gülen et ceux de l'AKP, l'alliance de raison entre eux, qui a contribué à la prise de pouvoir du parti en 2002, s'est fissurée au cours des dernières années. « Leur alliance a fini par réduire à néant le poids de la puissante armée turque et l'establishment kémaliste, qui était l'un des buts, sinon le but, de cette alliance. N'ayant plus d'ennemi commun, les petites mésententes sont devenues des sujets de conflit entre les deux alliés », explique Bayram Balci, spécialiste du mouvement et chercheur au CERI.

Aujourd'hui, l'imam Gülen et le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan sont en opposition frontale, ce dernier dénonçant l'entrisme du mouvement au sein des institutions d'Etat et attribuant à l'imam l'ambition de créer un « Etat parallèle » au sein de l'administration turque. Cette guerre interne n'a pas (encore ?) miné les projets dans les Balkans des organisations gülenistes comme « Kimse Yok Mu ? », l'ONG d'aide humanitaire financée par l'imam et très présente dans la péninsule, même si ailleurs dans le monde, certains projets sont menacés et des écoles ont été fermées, notamment en Azerbaïdjan, pour éviter de froisser le pouvoir turc.

« Zéro problème avec les voisins » : les années AKP

De modeste dans les années 1990, l'implication de la Turquie dans les Balkans connut une transformation radicale au cours de la décennie suivante, pour faire de la péninsule une région-clé de la politique étrangère d'Ankara. Comment expliquer cette offensive diplomatique ?

C'est surtout l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), en 2002, qui va radicalement changer le cours de la politique étrangère turque et les rapports d'Ankara avec son voisinage immédiat. Les orientations diplomatiques du parti islamo-conservateur peuvent se résumer en un nom : Ahmet

Davutoğlu. Conseiller auprès du Premier ministre puis ministre des Affaires étrangères depuis 2009, ce diplomate et politologue a développé une conception du rôle de la Turquie sur l'échiquier mondial qui sert de pierre d'assise à la politique étrangère de l'AKP.

L'enjeu européen

L'une des étincelles de ce renouveau se trouve du côté de Bruxelles. En décembre 1997, le Conseil européen lance le processus d'adhésion de dix nouveaux Etats membres, situés essentiellement à l'est du continent. La Turquie, qui a déposé sa candidature en 1987, ne fait pas partie du lot. Pour les membres de l'Union, « *les conditions ne seraient pas réunies* » ; pour Ankara, il s'agit d'un camouflet. L'éloignement de la perspective européenne pousse le gouvernement turc à chercher de nouveaux partenaires, dont les Balkans feront naturellement partie.

Au début des années 2000, prévalait encore l'idée que la Turquie et les Etats des Balkans occidentaux pourraient « s'entraider » dans le processus d'intégration européenne dans lequel ils étaient tous engagés. En montrant son engagement en faveur de la réconciliation régionale, Ankara prouverait son sérieux et son rôle positif sur la scène internationale, espérant en tirer avantage pour sa propre candidature. En contrepartie, les pays des Balkans auraient pu bénéficier de l'aide, de l'expérience et des capacités administratives de la Turquie pour faire avancer leur propre candidature. Cette vision idyllique, souvent avancée au début des années 2000, n'est plus guère de mise, alors que la perspective de l'intégration européenne tarde à se concrétiser, tant pour les pays des Balkans occidentaux que pour la Turquie. La relation Turquie-Balkans, initialement perçue comme un « complément » au processus d'intégration européenne, s'impose de plus en plus comme une alternative potentielle à celui-ci.

Alors que d'autres options stratégiques s'offrent désormais dans un monde de plus en plus multipolaire, la Turquie devient l'un des acteurs d'une offre global diversifiée, tant en termes de partenariat économique que de convergences politiques. Dans les Balkans, la Turquie est l'un de ces nouveaux

acteurs, aux côtés de la Russie, forte de sa puissance énergétique, de la Chine³⁴, qui tente de percer de nouveaux marchés et investit massivement tant en Grèce qu'en Serbie ou en Albanie, ou encore que le Emirats arabes unis, très présents en Serbie depuis deux ans³⁵.

« Zéro problème avec les voisins » : la Turquie du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a tenté, durant la décennie 2000, de mettre en application ce vœu pieu, avec il est vrai un certain succès durant les premières années : détente avec l'Iran, explosion des échanges commerciaux avec les pays du Golfe, levée des visas pour la plupart des ressortissants des pays voisins, activisme économique en Afrique, rôle de médiateur dans certains conflits régionaux, notamment entre la Syrie et Israël, ou encore entre le Fatah et le Hamas³⁶...

Dans les Balkans, cette politique du « zéro problème » va plus loin. Pour la péninsule, la vision régionale d'Ahmet Davutoğlu se résume en trois points : Ankara doit s'appuyer sur l'héritage turco-ottoman de la région en renforçant d'abord ses relations avec « ceux qui sont liés à la Turquie par l'histoire et par le cœur », c'est-à-dire les populations turcophones et musulmanes ; la Turquie doit être le pont reliant les Balkans au Proche-Orient, au Caucase et à l'Asie centrale, ce qui contribuera à la paix dans ces régions et renforcera l'influence turque dans la péninsule ; et la Turquie doit enfin se prémunir de l'influence des autres acteurs internationaux dans les Balkans en s'engageant activement sur toutes les questions régionales et en multipliant les contacts avec l'ensemble des acteurs régionaux³⁷.

Cette « offensive balkanique », initiée par l'AKP dès son arrivée au pouvoir, se développe tout au long de la décennie 2000, et comporte trois volets :

- ◆ économique, d'abord : elle coïncide avec la bonne tenue de l'économie turque après la crise de 2000/2001 et la politique économique ultralibérale du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan qui, en signant des accords de libre-échange avec la totalité des pays de la région³⁸, encourage les entrepreneurs turcs à investir dans les Balkans (*voir annexe*) ;

³⁴Lire le dossier du *Courrier des Balkans* : « Économie : les Chinois à l'assaut des Balkans ».

³⁵Lire le dossier du *Courrier des Balkans* : « Les Balkans et le monde arabe : de si vieilles amitiés ».

³⁶On lira les articles réunis dans le « Manière de voir » n°132 du *Monde diplomatique* (décembre 2013-janvier 2014) : « Turquie : des Ottomans aux islamistes ».

³⁷Ahmet Davutoğlu, *Stratejik derinlik: Türkiye'nin uluslararası konumu*. Küre Yayınları, Istanbul, 2001

³⁸Le dernier accord de libre-échange manquant, avec le Kosovo, a été signé le 27 septembre 2013.

- ◆ diplomatique ensuite, en intervenant de plus en plus fréquemment comme médiateur régional, notamment entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, mais également entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine ou entre la Serbie et le Kosovo. La Turquie soutient également activement l'adhésion à l'OTAN de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Macédoine – et a soutenu l'entrée de l'Albanie, qui a intégré l'Organisation en avril 2009 ;
- ◆ culturel et religieux enfin, par le biais de structures gouvernementales comme TİKA, mais aussi via la Direction des Turcs de l'étranger et des communautés connexes (YTB), qui relève du bureau du Premier ministre tout comme la Direction des affaires religieuses (Diyanet, voir *infra*). Dix instituts culturels *Yunus Emre* (YEE), équivalent turc des Alliances françaises, sont également implantés dans la région, sans compter les nombreuses écoles et universités turques financées soit par l'Etat, soit par des structures privées, au premier plan desquelles le mouvement güleniste.

Néo-ottomanisme ou pragmatisme ?

« *Les siècles ottomans des Balkans ont été un succès qu'il faut réinventer. La Turquie est de retour !* », avait lancé Ahmet Davutoğlu en visite à Sarajevo en 2009. Une envolée qui avait suscité la controverse³⁹, qu'a rejeté le ministre des Affaires étrangères⁴⁰. Reste que jamais depuis la chute de l'Empire ottoman la Turquie n'a été aussi présente dans la région. Ne s'embarrassant pas des oripeaux laïques du kémalisme, les autorités turques actuelles n'hésitent pas à faire appel à la mémoire, à l'histoire et à l'islam pour reprendre pied dans les Balkans, tout en tirant profit, de façon bien plus pragmatique, des opportunités commerciales et de celles que procure l'éloignement de la perspective d'intégration européenne des Balkans occidentaux – et celle, toujours reportée, de la Turquie – pour développer les échanges bilatéraux.

Néo-ottomanisme ou pragmatisme ? Et pourquoi pas les deux ? Dans un télégramme diplomatique publié par Wikileaks en 2010⁴¹, l'ambassadeur américain à Ankara évoquait, en parlant de la politique étrangère de l'AKP dans les Balkans, « *une approche relativement bon*

³⁹Lire notamment Ö. Taşpınar, The Three Strategic Visions of Turkey, http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/3/08%20turkey%20taspinar/0308_turkey_taspinar

⁴⁰Balkan Insight, « Davutoglu: 'I'm Not a Neo-Ottoman' », <http://www.balkaninsight.com/en/article/davutoglu-i-m-not-a-neo-ottoman>

⁴¹<http://wikileaks.ch/cable/2010/01/10ANKARA87.html>

marché mais efficace pour exercer de l'influence, du pouvoir, et pour dire "nous sommes de retour" (dans la région) ».

Certes, l'approche multimodale de la Turquie dans les Balkans est à l'avantage d'Ankara sur plusieurs points : elle stimule les échanges commerciaux pour les entrepreneurs turcs, elle flatte la frange nationaliste et nostalgique de l'Empire ottoman en reprenant pied dans la région, elle permet à la Turquie de s'imposer comme un acteur majeur dans une zone stratégique. Gare aux écueils, toutefois. Aux écueils économiques, tout d'abord. La croissance économique turque de la dernière décennie, importante mais fragile, est largement tributaire d'une politique d'emprunts massifs qui connaît déjà des soubresauts depuis le début de l'année. Aux écueils politiques, enfin : la guerre ouverte entre l'AKP et le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, d'une part, et le mouvement de l'imam Fethullah Gülen de l'autre, n'a pas encore eu de conséquences tangibles dans les Balkans, mais leurs activités – éducatives, religieuses, humanitaires – dans la péninsule dépassent parfois en importance celles de l'Etat turc, et pourraient subir les contrecoups de cette lutte interne à la Turquie.

IV – Une coopération tous azimuts

La présence turque dans la Balkans a connu un bond extraordinaire depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP au début de la décennie 2000. Commerce, aide humanitaire, éducation, religion, culture, médias... Cette présence accrue d'institutions officielles a été accompagnée par l'arrivée massive d'acteurs privés turcs sur la scène balkanique. Encouragés par l'Etat, les entrepreneurs turcs se sont rués sur la péninsule – particulièrement au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine –, ce qui s'est traduit par une augmentation exponentielle des échanges commerciaux : à titre d'exemple, les exportations vers la Bosnie-Herzégovine ont connu une hausse de 500% en à peine dix ans.

De nombreuses organisations non-gouvernementales se sont également intéressées aux Balkans après avoir longtemps négligé cette région au profit des républiques turcophones d'Asie centrale et des alliés turcs dans le Caucase. Parmi ces acteurs privés, les fondations proches du mouvement Gülen, présentes depuis bien plus longtemps, sont particulièrement actives, notamment dans le domaine humanitaire, religieux et éducatif mais aussi économique, au point de supplanter parfois les institutions officielles turques.

Gülenistes contre Etat turc : jusqu'ici, tout va bien

La guerre ouverte qui a éclaté entre l'imam Fethullah Gülen et le Premier ministre Erdoğan en Turquie aura-t-elle des conséquences sur les nombreuses activités de cette nébuleuse à l'international ? En Azerbaïdjan, fidèle allié d'Ankara, le régime d'Ilhan Aliiev a déjà récupéré une vingtaine d'établissements scolaires qui étaient auparavant gérés par la mouvance güleniste, peu après la visite officielle de Recep Tayyip Erdoğan à Bakou⁴². Dans les Balkans, aucune structure n'a encore été menacée par cette lutte politique interne, qui risque cependant de prendre encore de l'ampleur.

Le Premier ministre Erdoğan a promis de « purger » l'administration turque de ses sympathisants gülenistes, qualifiés de « traîtres ». Déjà, un grand ménage a été effectué en Turquie dans les milieux de la justice et de la police, deux branches où les fidèles de l'imam Gülen étaient nombreux. Juges, procureurs, commissaires de police : de nombreux hauts-fonctionnaires ont été limogés ou réaffectés dans d'autres fonctions depuis le début de l'année

⁴²Al-Monitor, « Turkish schools abroad victims of AKP-Gülen conflict », 11 avril 2014.

2014. À l'étranger, la manœuvre semble plus difficile à réaliser – sauf si l'Etat turc décide d'user de son influence sonnante et trébuchante pour mettre à mal la « Communauté », comme dans le cas azéri. Dans des régions comme les Balkans où le mouvement Gülen est présent depuis fort longtemps (et l'était jusqu'à tout récemment avec le blanc-seing d'Ankara), dans des sphères d'activité ou des lieux géographiques où les institutions officielles turques n'étaient pas actives, le mouvement a joué parfois le rôle d'ambassadeur officieux de la Turquie.

La présence güleniste prend une forme toute particulière au niveau des établissements d'enseignement turcs dans les Balkans. Il faut savoir que les écoles jouent un rôle majeur au sein du mouvement güleniste. En Turquie, l'imposant réseau des quelque 200 *dershane*, écoles préparatoires à l'examen d'entrée universitaire, constitue l'un des piliers du mouvement et une importante source financière pour la « communauté ». En plein conflit avec l'imam Gülen, à l'automne dernier, le Premier ministre Erdoğan s'était engagé à fermer ces écoles avant la rentrée 2015. Une menace qui semble impossible à tenir vu l'importance de ce réseau en Turquie, qui assure une préparation que les écoles du secteur public n'offrent pas, ou mal.

Le réseau des écoles soutenues par le mouvement güleniste compte 2000 écoles déployées dans plus de 160 pays, du Canada à l'Australie. Dans les Balkans, dès 1993, la communauté fût l'une des premières à ouvrir une école « internationale », l'école secondaire *Mehmet Akif* en Albanie. Par la suite, le réseau a essaimé en Bosnie-Herzégovine avec les écoles *Bosna Sema*, qui comptent aujourd'hui quatorze établissements scolaires dans quatre villes du pays (Sarajevo, Tuzla, Bihać et Zenica) pour plus de 3 500 élèves.

Des écoles financées par le mouvement sont également présentes au Kosovo (collège Mehmet Akif et Ecole internationale de Pristina), en Macédoine et en Roumanie. La qualité de l'enseignement (souvent dispensé en anglais en plus de la langue locale) explique la popularité de ces établissements, qui connaissent un grand succès auprès des classes moyennes, voire auprès de certains milieux d'expatriés. L'enseignement religieux n'y est pas ostentatoire, même s'il y règne souvent un certain conservatisme (personnel féminin voilé, cantines parfois séparées pour garçons et filles).

Au niveau universitaire, le mouvement finance également près d'une dizaine d'établissements, notamment en Albanie (Université Epoka), en Bosnie-Herzégovine

(International Burch University et International University of Sarajevo), en Macédoine (International Balkan University) et au Monténégro (Université méditerranéenne).

La Turquie, nouveau donateur international

De receveur de d'aide internationale, la Turquie se classe désormais dans le premier tiers des pays pourvoyeurs de fonds d'aide de développement et d'urgence. La somme globale de l'aide publique turque à l'étranger est passée de 73 millions de dollars en 2002 à 3,3 milliards de dollars en 2013⁴³, grâce en partie au boom économique qu'a connu le pays durant les années 2000. L'Agence turque de Coordination et de Développement (TİKA), qui comptait une dizaine de bureaux à travers le monde en 2000, en a désormais près de 40.

Sous le régime de l'AKP, l'aide internationale constitue l'une des bras armés de la diplomatie et du *soft power* à la turque. Les fonds, qui étaient auparavant essentiellement destinés aux pays turcophones ou qui comptent des communautés turques, sont désormais davantage diversifiés, mais leur destination ne doit rien au hasard : les pays musulmans – essentiellement africains – et les Balkans ont connu une hausse massive des montants attribués par les agences de développement turques.

Après des débuts poussifs dans la région, TİKA a mis en place une série de programmes d'aide au développement à compter du début des années 2000. Aujourd'hui, l'organisme est le plus grand pourvoyeur d'aide turque dans la Balkans et compte six bureaux (Sarajevo, Tirana, Pristina, Skopje, Belgrade et Podgorica). L'organisme a ainsi financé la construction d'établissements scolaires au Monténégro, en Macédoine et au Kosovo, et participe à la mise en place de programmes de langue turque ou de facultés de « turcologie ». TİKA s'implique également dans la sauvegarde et la restauration du patrimoine culturel et religieux, comme le pont de Mostar, détruit durant le conflit bosnien, et de nombreuses mosquées, notamment en Bosnie-Herzégovine et en Albanie.

Un autre acteur, semi-officiel, est actif dans la région. Réputée proche de l'AKP, la Fondation d'aide humanitaire (IHH, *İnsan Hak ve Hürriyetleri*) est un organisme privé mais financée en grande partie par l'Etat, qui a lancé des programmes dans les Balkans, notamment pour la construction d'écoles et de mosquées en Bosnie-Herzégovine.

⁴³<http://www.tika.gov.tr/tika-hakkinda/1>

Tableau I : Aide publique turque par année et par pays

(en millions de dollars)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Albanie	7	7,1	4,3	4,4	8,6	7,8	3,6	7,9
Bosnie-Herzégovine	18,6	25,2	15,9	15,9	32,8	25,9	17,9	21,3
Croatie	3,2	0,7	0,8	0,5	0,1	0,4	0	0
Kosovo	0	0	0	0	20,6	22,1	22,4	20
Macédoine	6,6	5,2	9,2	9,9	6	28,3	6,8	12,1
Moldavie	5,4	8,3	7,6	13,2	3,7	4,3	4,4	4,3
Monténégro	0	1,5	1,2	5,3	2,8	10,1	2,87	2,8
Serbie	4,1	0,03	1,9	31	3,3	3,8	3,9	6
TOTAL	44,9	48,03	40,9	80,2	77,9	102,7	61,87	74,4

Source : OCDE⁴⁴

Enfin, le mouvement Gülen est également très actif dans le secteur humanitaire. La Fondation « *Kimse yok mu ?* » (« Y a-t-il quelqu'un ? »), la branche humanitaire du mouvement, a été créé à la suite du tremblement de terre d'Izmit, en 1999. Présente aujourd'hui dans près d'une centaine de pays⁴⁵, elle gère des programmes d'aide scolaires en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, et des orphelinats en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. Durant les inondations catastrophiques qui ont touché les Balkans en mai dernier, les deux organismes d'aide humanitaire turcs, l'officiel et le güleniste, ont ainsi mis sur pied des programmes d'aide d'urgence, tant en Bosnie-Herzégovine qu'en Serbie.

Une offensive culturelle pour les turcophones, mais pas seulement

Outre TİKA, des organismes publics turcs ont pour mission d'encourager la diffusion la langue et la culture turque, de contribuer à des projets de sauvegarde du patrimoine ou de mise en valeur du patrimoine ottoman dans les Balkans.

C'est notamment le cas de l'Institut Yunus Emre (*Yunus Emre Enstitüsü*, YEE), équivalent turc des Alliances françaises ou des Instituts Goethe. Depuis 2011, le gouvernement a favorisé l'émergence de ces Instituts à l'étranger, en accordant une attention toute particulière aux Balkans. Ainsi, des 23 centres présentement ouverts dans le monde, dix sont situés dans la région, tandis que deux autres devraient ouvrir leurs portes d'ici la fin de l'année⁴⁶.

⁴⁴ <http://www.oecd.org/fr/statistiques/>

⁴⁵ <http://map.kimseyokmu.org.tr/>

⁴⁶ Des centres existent à Skopje en Macédoine, Bucarest et Constanța en Roumanie, Pristina, Peć/Peja et Prizren au Kosovo, Tirana et Shkodra en Albanie, Sarajevo et Fojnica en Bosnie-Herzégovine. Un centre devrait ouvrir à Mostar, en Bosnie-Herzégovine, et à Podgorica au Monténégro.

Les médias turcs sont également mis à contribution, même si leurs activités à l'international sont encore balbutiantes. L'agence d'information officielle d'Etat, Anadolu Ajensi, est cependant plus avancée avec la création un grand centre régional à Sarajevo en 2012. L'agence de presse dispose désormais d'une branche en bosnien, croate, monténégrin ou serbe (BCMS) et assure une couverture de l'ensemble des Balkans. La télévision d'Etat TRT ambitionne également de créer une antenne en BCMS, mais cette idée reste à ce jour à l'état de projet.

Série télévisées : le *soft power* de Soliman le Cathodique

Depuis plusieurs années, les séries télévisées turques connaissent un immense succès, dans les Balkans comme dans une large partie du monde. Parmi ces séries, la plus connues est bien sûr celle consacrée à la vie du sultan Soliman le Magnifique (*Sulejman Veličanstveni* en BCMS, *Muhteşem Yüzyıl*, « Le siècle magnifique », en turc). Cette version, certes romancée mais sans offense majeure à la vérité historique⁴⁷ de la vie du sultan, a passionné les téléspectateurs du Maghreb à la Sibérie, en passant naturellement par les Balkans – y compris dans des pays où l'on se serait attendu à ce que l'évocation de la conquête ottomane suscite des réactions plus violentes, comme en Serbie. Paradoxalement, c'est plutôt en Bosnie-Herzégovine – comme en Turquie elle-même – que la série a provoqué des réactions de condamnation, mais en raison de l'image volage et luxurieuse donnée du sultan et des mœurs de la Cour...

D'autres feuilletons reposent sur les ressorts plus classiques du genre : histoires embrouillées d'amour, de mariage et d'héritages, sur le mode des *telenovelas* latino-américaines qui eurent aussi leur heure de gloire dans les Balkans, une décennie plus tôt. Au total, selon la BBC, en 2013 les séries turques ont été diffusées dans une cinquantaine de pays du monde, générant un profit de plus de 150 millions de dollars⁴⁸. Il s'agit donc d'un enjeu économique et d'un instrument majeur d'influence pour la « nouvelle Turquie ». Les conséquences de ce succès se font déjà voir à Belgrade, où plusieurs cafés sans

⁴⁷Lire Samim Akgönül, « Soliman le cathodique. La série télévisée qui secoue la Turquie », *orient XXI*, 28 février 2014, http://orientxxi.info/lu-vu-entendu/soliman-le-cathodique-la-serie_0529

⁴⁸Nathan Williams, « The rise of Turkish soap power », *BBC Magazine*, 27 juin 2013, <http://www.bbc.com/news/magazine-22282563>

alcool et spécialisés en pâtisseries orientales ont ouvert leurs portes ces dernières années, tandis que les cours de langue turque font un tabac. La situation ne manque pas d'être joliment paradoxale, quand l'on se souvient qu'il fut très mal vu, durant près de deux décennies, de commander un café « turc » dans la capitale serbe...

La Turquie, autorité suprême de l'islam balkanique ?

En mai 2011, Izet Shener, le mufti de Bayrampaşa, un vaste quartier de la rive européenne d'Istanbul, très largement peuplé de « *muhacir* », des réfugiés musulmans des Balkans venus s'installer en Turquie depuis la fin du XIXe siècle, a annoncé que la communauté religieuse qu'il dirige allait financer la reconstruction de la mosquée Isa Beg de Mitrovica, au Kosovo. Il ne s'agit pas d'une rénovation – l'ancienne mosquée a été détruite durant la guerre de 1999 – mais d'une reconstruction *ex nihilo*, et le nouvel édifice devrait devenir la plus grande mosquée des Balkans, selon les plans qui ont été dévoilés⁴⁹.

Depuis longtemps déjà, la Turquie est engagée dans la rénovation du patrimoine ottoman des Balkans, souvent mis à mal par les guerres de la fin du XXe siècle. En réalité, une véritable guerre d'influence et de style oppose les bailleurs de fonds turcs et ceux venus des pays du Golfe persique. Les critères architecturaux ne sont pas du tout les mêmes : les organisations « philanthropiques » arabes n'ont aucun scrupule à détruire les caractéristiques propres des mosquées de style traditionnel ottoman, qui sont parfois décorées de fresques représentatives⁵⁰, une hérésie absolue pour les tenants d'un islam d'inspiration wahhabite.

Pour la Turquie, les enjeux religieux, patrimoniaux et historiques sont intimement liés : ainsi, le gouvernement turc a-t-il financé la restauration de la *turbe* du sultan Murad, le tombeau du vainqueur de la fameuse bataille de Kosovo Polje (1389), situé aux portes de Pristina. Le modeste bâtiment s'inscrit désormais au cœur d'un imposant dispositif architectural et muséal.

⁴⁹Lire « La Turquie construit la plus grande mosquée des Balkans à Mitrovica », *Le Courrier des Balkans*, 20 mai 2011.

⁵⁰On trouve de célèbres fresques de ce type dans les mosquées de Travnik (Bosnie-Herzégovine), de Tetovo (Macédoine) ou encore de Tirana (Albanie). La bibliothèque de la mosquée Altun-Alem de Djakovica/Gjakova (Kosovo) a, ainsi, « bénéficié » d'une « restauration » consistant à passer ses murs au badigeon.

Les questions proprement religieuses sont suivies avec la plus grande attention par la Direction des Affaires religieuses, la *Diyanet İşleri Başkanlığı*, véritable « ministère de la Religion » d'une Turquie officiellement laïque. Rattachée au cabinet du Premier ministre, la *Diyanet* dispose de budgets conséquents et se préoccupe moins de spéculation théologique que d'organisation politique et institutionnelle des communautés musulmanes, en Turquie même comme dans un *hinterland* aux frontières fluctuantes, dont les Balkans font assurément partie. La Turquie redoute en effet de voir des courants islamistes d'inspiration salafiste ou wahhabite prendre durablement pied dans les Balkans, et la lutte d'influence se poursuit au sein de la direction des communautés islamiques des différents pays de la région. Des personnalités de premier plan, comme l'ancien *reis-ul-ulema* Mustafa efendi Cerić, chef de la communauté islamique de Bosnie-Herzégovine, ou le mufti de Novi Pazar, Muamer ef. Zukorlić, ont longtemps su trouver soutiens et financements aussi bien dans le monde arabe qu'en Turquie. Ils semblent néanmoins désormais privilégier clairement l'alliance turque, même si le monde arabe conserve la priorité dans la formation des cadres religieux : de nombreux étudiants des Balkans qui se destinent à devenir imams reçoivent de généreuses bourses pour aller étudier en Arabie Saoudite ou bien à la prestigieuse université Al-Azhar du Caire. En effet, après avoir toléré le développement de réseaux intégristes comme vecteurs de « réislamisation » de la société, le reis Cerić a bien compris que ces réseaux représentaient une menace directe pour son autorité. Pour les contrer, le soutien de la Turquie s'imposait, avec une insistance sur un fort hypothétique islam « traditionnel » des Balkans⁵¹.

La « déclaration d'Istanbul » du reis Cerić s'inscrit dans ce contexte. En juillet 2006, à l'issue d'une rencontre de théologien, le reis a lu un texte reconnaissant explicitement la liberté religieuse et prétendant fonder un « islam d'Europe » spécifique⁵². Cette initiative permettant au reis de se poser en réformateur de l'islam est doublement habile : elle a, naturellement, renforcé sa popularité auprès des pays occidentaux et des représentants internationaux en Bosnie-Herzégovine, tout en lui permettant de prétendre à un leadership régional de l'islam dans les Balkans. Elle entre aussi parfaitement en résonance avec « l'islamisme modéré » prôné par l'AKP, tout en soulignant l'ancrage européen de la tradition ottomane et donc de la Turquie moderne.

⁵¹Lire Xavier Bougarel et Nathalie Clayer, *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux Etats balkaniques*, Paris, Karthala, 2013.

⁵²Lire J.A. Dérens, « Bosnie : l'islam et le reis-ul-ulema au centre de la vie sociale et du jeu politique », *Religioscope*, septembre 2009.

Les divisions de l'islam en Serbie et, singulièrement, dans le Sandjak de Novi Pazar font l'objet d'une attention toute particulière en Turquie. Il est vrai que le Sandjak, resté sous contrôle – formel – de l'Empire ottoman jusqu'aux guerres balkaniques de 1912, a toujours entretenu des relations fortes avec la Turquie⁵³. Les Sandjaki représentent une part importante des nouveaux arrivants balkaniques qui se sont installés à Istanbul dans la seconde moitié du XXe siècle.

La Turquie s'est donc imposée comme l'arbitre suprême dans les conflits qui déchirent l'islam de Serbie. Le pays compte en effet deux communautés islamiques rivales, respectivement dirigées par le mufti de Novi Pazar Muamar ef. Zukorlić et le reis-ul-ulema de Serbie, Adem ef. Zilkić. Ces luttes d'influences, longtemps instrumentalisées par Belgrade dans le but de diviser la communauté bosniaque musulmane, sont, de surcroît, liées en un jeu complexe, aux conflits qui opposent les différents partis représentant la communauté bosniaque du Sandjak. Pour sa part, la Turquie a d'ailleurs renoncé à son alliance privilégiée des années 1990 avec le SDA de Sulejman Ugljanin. Lors du sommet inter-étatique de Karađorđevo, en avril 2011, le Président Gül a officiellement proposé sa médiation pour résoudre les conflits politico-religieux du Sandjak de Novi Pazar⁵⁴. On ne peut guère que s'étonner de voir le Président d'un aussi grand pays que la Turquie se passionner ainsi pour les « querelles de minarets » d'une petite région déshéritée, peuplée tout au plus de 500 000 âmes...

L'irrésistible attrait du *jihad* syrien

De très nombreux jeunes musulmans des Balkans, depuis 2012, affluent vers la Syrie, terre d'un nouveau *jihad*, où ils rejoignent les mouvements armés les plus radicaux⁵⁵. Les structures « officielles » de l'islam fortement liées à la Turquie sont vent debout pour tenter d'enrayer ce phénomène, d'autant plus gênant pour Ankara que, pour gagner la Syrie, les volontaires passent nécessairement par la Turquie. Il est à noter que la coopération des polices et des services de renseignements balkaniques et turcs demeure, à ce sujet, extrêmement limitée, ou fort discrète.

⁵³Lire J.A.Dérens et Laurent Geslin, « Le Sandjak de Novi Pazar. Un foyer de tension en Europe du Sud-Est », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/6 (n°2058).

⁵⁴Lire « Serbie : la Turquie propose sa médiation dans le Sandžak de Novi Pazar », *Le Courrier des Balkans*, 29 avril 2011.

⁵⁵Lire l'étude réalisée pour la DAS par J.A.Dérens et L.Geslin, *L'essor du radicalisme islamique dans les Balkans*, août 2013.

En Macédoine comme en Albanie ou au Kosovo, une partie tout aussi essentielle se joue, la désorganisation des structures de l'islam ayant ouvert un véritable boulevard aux courants radicaux. La *Diyamet* déverse des sommes considérables pour contrer leur influence, et compte sur quelques personnages de confiance, comme le reis-ul-ulema de Macédoine, Sulejman ef. Rexhepi. Ce dernier dispose de très solides réseaux en Turquie, bien antérieurs à l'arrivée au pouvoir de l'AKP : dans les années 1990, il avait présidé une éphémère *shura* de l'islam « eurasiatique », incluant, outre la Turquie, tous les musulmans de l'ancienne URSS. Ce projet, piloté par la *Diyamet*, n'avait pas réussi à s'imposer face aux structures dirigées par Moscou.

Explosion des échanges commerciaux

L'époque où le commerce turco-balkanique se traduisait essentiellement par le commerce à la valise est définitivement résolu. Au sortir de la Guerre froide, le petit commerce parallèle constituait une part non négligeable, bien que non quantifiable, des échanges entre la Turquie et ses voisins occidentaux. En raison de l'instabilité causée par les conflits ex-yougoslaves, c'est d'abord vers la Bulgarie et la Roumanie, deux marchés conséquents, que s'est tournée la Turquie dans les années 1990. Par la suite, la libéralisation des marchés intérieurs des pays balkaniques de concert avec la signature d'accords de libre-échange avec la Turquie a fait exploser les échanges commerciaux bilatéraux qui s'élevaient en 2013 à plus de 13 milliards de dollars.

Tableau II : Importations et exportations turques dans les Balkans

(en millions de dollars)	2013	2002	Variation en %
Exportations vers			
Albanie	266,5	84,1	216,9
Macédoine	293,9	106,8	175,2
Kosovo	278,9	N/A	N/A
Serbie	440,5	N/A	N/A
Croatie	201,5	45,5	342,9
Bosnie-Herzégovine	274,0	45,6	500,9
Monténégro	29,1	N/A	N/A
Bulgarie	1971,2	400,7	391,9
Roumanie	2616,3	598,3	337,3
TOTAL	6371,9		
Importations depuis			
Albanie	82,3	4,3	1814,0
Macédoine	81,5	15,9	412,6
Kosovo	9,9	N/A	N/A
Serbie	251,9	N/A	N/A
Croatie	193,2	10,1	1812,9
Bosnie-Herzégovine	124,3	6,8	1727,9
Monténégro	11,5	N/A	N/A
Bulgarie	2760,3	538,1	413,0
Roumanie	3592,5	703,9	410,4
TOTAL	7107,4		
	-735,5		

Source : Türkiye İstatistik Kurumu⁵⁶

Aujourd'hui, on compte plus de 1000 entreprises turques actives sur l'ensemble de la région. L'Etat turc a mis en place une série de structures pour soutenir et encourager le développement des investissements turcs dans les Balkans. En parallèle, le mouvement güleniste a également déployé d'intenses efforts pour soutenir les entreprises proches de la « communauté » à s'implanter dans les Balkans.

C'est le cas notamment de Tuskon⁵⁷, le « Medef güleniste », qui dispose de solides assises à l'étranger (dont des bureaux à Moscou, Washington, Bruxelles et Pékin). Dans les Balkans, cette institution organise annuellement des rencontres entre leaders régionaux et entrepreneurs turcs, dont la dernière s'est tenue au Kosovo. D'autres fondations proches de la mouvance güleniste, tel que le KASIAD⁵⁸, tentent également de tisser des liens entre investisseurs turcs et balkaniques.

⁵⁶ <http://www.tuik.gov.tr/>

⁵⁷ <http://www.tuskon.org>

⁵⁸ <http://www.kasiad.com>

Albanie et Kosovo, terres promises des investissements turcs ?

C'est probablement dans ces deux pays que l'on enregistre les investissements turcs les plus spectaculaires, avec la privatisation de l'aéroport international de Pristina, géré par un consortium dirigé par *Limak İnşaat Sanayi ve Ticaret A.Ş.* Cette même LIMAK est également présente dans les immenses chantiers de construction des autoroutes du Kosovo, même si, en l'occurrence, c'est le consortium américano-turc Bechtel-Enka qui se taille la part du lion. Celui-ci a déjà réalisé, en Albanie, le tronçon Reshën-Kalimash de « l'autoroute nationale », filant de la frontière du Kosovo à la côte adriatique, et a obtenu la concession d'importants tronçons au Kosovo. Dans les deux pays, les concessions à Bechtel-Enka se sont toujours accompagnées de forts soupçons de corruption. Le financement des 60 kilomètres d'autoroute Reshën-Kalimash, dont le prix aurait dépassé le milliard de dollars, demeure inconnu⁵⁹, et les conditions des appels d'offre, au Kosovo, ont été fort irrégulières, tandis que l'implication de certains diplomates américains en faveur du consortium a régulièrement été épinglée par la presse locale⁶⁰. Malgré cela, le Premier ministre Erdoğan est venu inaugurer en grandes pompes « l'autoroute nationale » en juin 2009, en compagnie de son homologue albanais Sali Berisha...

⁵⁹Lire J.A. Dérens, L. Geslin, « Entre Pristina et Tirana, l'autoroute de la « Grande Albanie » ?, *Le Monde Diplomatique*, mai 2009.

⁶⁰Lire le dossier du Courrier des Balkans : « Autoroute Tirana-Pristina : "la route de la Grande Albanie" ? »

Conclusion : entre les Balkans et la Turquie, un pragmatisme « gagnant-gagnant » ?

« Notre parti doit développer et, si nécessaire, remodeler la politique de la Turquie dans les Balkans, à la lumière de nos relations historiques, culturelles et économiques avec les pays de la région »

(Extraits du Programme politique officiel de l'AKP)⁶¹.

La Turquie kémaliste a longtemps affiché une grande timidité dans ses relations avec les pays de l'ancien Empire. La non-ingérence revendiquée était en large part un choix imposé par un contexte international peu favorable – qu'il s'agisse des années 1920 et 1930, avec la nécessité de trouver un *modus vivendi* avec le voisin soviétique, ou du monde de l'après-1945, marqué par la Guerre froide, et la dérive de plus en plus atlantiste de la Turquie, motivée par la peur croissante de la « subversion communiste ».

Le Parti de la justice et du développement (AKP) a eu l'immense chance de bénéficier d'un moment politique exceptionnel. Il arrive au pouvoir en 2002, alors que la Turquie sort de la crise économique de 2000 et renoue avec la croissance, dans un monde multipolaire en pleine redéfinition. Dans ce contexte, la Turquie estime qu'elle a un rôle à jouer comme acteur autonome sur la scène internationale.

La politique étrangère de l'AKP est inséparable de son orientation économique ultra-libérale : il s'agit de trouver de nouveaux marchés pour les « Tigres d'Anatolie », cette oligarchie d'entrepreneurs dynamiques, proches du Premier ministre Erdoğan. Les obsessions « pantouraniennes » des années 1990 sont oubliées, ou du moins dépassées : l'Asie centrale turcophone n'est désormais pas plus importante pour la Turquie que le reste de l'Asie, l'Afrique ou l'ensemble de l'Europe orientale. En revanche, les voisins immédiats d'Ankara – Proche-Orient, Caucase et Balkans – et leurs ressources sont, eux, placés au cœur de la nouvelle politique diplomatique du pays.

La montée en puissance de cette « nouvelle Turquie » va se développer en parallèle de la perspective de l'intégration européenne des Balkans occidentaux, affirmée avec force lors du Sommet européen de juin 2003 à Thessalonique, mais qui s'est peu à peu enlisée, alors que

⁶¹<http://www.akparti.org.tr/site/akparti/parti-programi>

s'aggravait la crise économique mondiale et la crise institutionnelle et politique de l'Union. Tirant les leçons du fiasco de la perspective européenne⁶², la Turquie comme ses partenaires balkaniques ont fait preuve de pragmatisme : sans renoncer formellement à cette perspective, ils ont su développer, pour leur plus grand intérêt mutuel, des stratégies politiques et économiques de substitution.

Le « multilatéralisme néo-ottoman » prêché par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu n'est pas une idéologie ni un programme, ce n'est guère que l'habillage d'une politique pragmatique de puissance. Certes, l'AKP entérine un virage idéologique en abandonnant les mythes ethniques du Touran et de l'Ergenekon, chers à l'extrême-droite nationaliste, à l'armée et aux courants « durs » du kémalisme. Foin, désormais, des rêves de réunion de tous les Turcs, au profit d'une approche favorisant une stratégie d'influence à géométrie variable sur l'ensemble des anciennes possessions de l'Empire.

Dans cette optique pragmatique, la nouvelle Turquie n'a pas oublié que l'ancien pouvoir impérial fut aussi califal, et elle a su jouer de son image de modèle « alternatif » pour le monde musulman – l'hypothèse d'un « islamisme modéré » et « libéral », voire d'une transposition musulmane de la « démocratie chrétienne », qui fut un temps très vanté en Occident. La Turquie de l'AKP a compris l'importance de reconstruire des liens avec ses voisins arabes, qu'elle avait boudé tout au long du XXe siècle. Ce faisant, elle n'a pas hésité à se détacher de ses mentors atlantistes sur la question d'Israël – la tragédie du Mavi Marmara, à l'été 2010, ayant radicalement changé l'image de la Turquie dans le monde arabo-musulman.

Dans les Balkans, toutefois, la Turquie ne limite plus sa politique aux pays majoritairement musulmans, comme la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie ou le Kosovo. Elle s'impose au contraire comme un partenaire économique de premier plan pour l'ensemble des Etats de la région, de même qu'un arbitre politique respecté. L'un des plus grands paradoxes des dernières années n'est-il pas qu'un quasi-consensus s'établisse pour estimer que la Turquie serait plus « objective » et « connaîtrait mieux » les dossiers des Balkans que les pays de l'Union européenne, la Russie ou les Etats-Unis ? Activisme économique, investissements tous azimuts et interventionnisme politique sont encore renforcés par une stratégie très efficace de *soft power* que traduit le succès des séries télévisées turques, regardées avec

⁶²Lire Davide Denti, « Intégration européenne des Balkans : une décennie perdue ? », *Le Courrier des Balkans*, 24 juin 2014.

passion de Budapest à Vladivostok, mais tout particulièrement dans les Balkans. Bref, ce début de XXI^e siècle est résolument « néo-ottoman »...

Cependant, ces succès demeurent fragiles et les nuages s'amoncellent à l'horizon. L'économie turque est volatile et le pays est de plus en plus décrié pour sa dérive autoritaire, surtout depuis les événements de Gezi, à Istanbul, en juin 2013, violemment réprimés par les forces de l'ordre. Les défis s'accumulent également dans le voisinage immédiat du pays, qu'il s'agisse du dramatique enlisement de la situation en Syrie, alors qu'Ankara avait fait le choix de s'engager fortement contre le régime de Bachar El-Assad, ou surtout de l'éclatement de l'État irakien, favorisant l'émergence d'un Kurdistan indépendant, éternel sujet de cauchemar pour les dirigeants d'Ankara.

Dans les Balkans, la viabilité à moyen terme de la politique d'Ankara demeure liée à l'instabilité de l'économie turque et de la situation politique interne du pays, avec en premier lieu le conflit entre le Premier ministre Erdoğan et l'imam Gülen, qui pourrait mettre à mal un « retour triomphal » de la Turquie dans ses anciennes possessions européennes... Toutefois, le pragmatisme de la nouvelle Turquie s'accommode fort bien des reculs tactiques qui précèdent les nouvelles avancées, des demi-victoires et des succès partiels, des échappées nouvelles qui s'opèrent sans rupture totale avec les anciennes alliances (ancrage euro-atlantique). De ce point de vue, les Balkans ont offert à la Turquie un fantastique terrain de jeu où tester cette nouvelle stratégie, et cette interaction se solde largement par un échange gagnant-gagnant.

Quoi qu'il advienne dans les prochaines années, le tropisme turc de ce début de millénaire aura au moins eu le mérite de rappeler aux pays des Balkans que la vie ne se résumait pas à la descente d'un long fleuve tranquille qui conduirait inmanquablement aux rivages paradisiaques de l'intégration européenne, et qu'au contraire, dans un monde de plus en plus complexe et multipolaire, des petits pays, comme tous ceux de l'Europe du Sud-Est, devaient multiplier les alliances et les partenariats... Bref, la Turquie a contribué à réapprendre aux pays des Balkans à faire de la politique, des affaires et de la diplomatie.

Annexes

Chronologie

1839 : Début des *tanzimat*, les réformes de l'Empire ottoman, qui établissent l'égalité entre tous les sujets

1878 : Traités de San Stefano, puis de Berlin. Autonomie de la Bulgarie. Mandat austro-hongrois sur la Bosnie-Herzégovine.

1908 : Révolution jeune-turque

1912-1913 : Guerres balkaniques

1915-1916 : Bataille des Dardanelles

1918 : L'Empire ottoman signe l'armistice avec les puissances européennes victorieuses

1919 : Mustafa Kemal lance un appel au « sursaut national »

1920 : Traité de Sèvres, qui démantèle l'Empire ottoman ; à Ankara, la Grande Assemblée nationale turque nomme Mustafa Kemal président.

1922 : Victoires décisives des forces turques contre les Grecs en Asie mineure. Abolition du sultanat.

1923 : Traité de Lausanne, qui organise un échange de population entre la Grèce et la Turquie. Proclamation de la République turque

1924 : Abolition du califat.

1925-1929 : « Révolution kémaliste » : nouveau code civil, passage à l'alphabet latin et au calendrier grégorien, abolition de la polygamie...

1938 : mort de Mustafa Kemal Atatürk ; İsmet İnönü lui succède à la tête de l'Etat.

1948 : la Turquie accepte le Plan Marshall, entre dans l'OECE (actuelle OCDE), et adhère au Conseil de l'Europe.

1952 : la Turquie adhère à l'OTAN.

1953 : Accord d'Ankara pour l'amitié et la coopération entre la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie, complété en 1954 par le Pacte d'assistance mutuel de Bled.

1963 : accord d'association entre la Turquie et la Communauté économique européenne (CEE).

1974 : Coup d'état des colonels en Grèce. À Chypre, le gouvernement Makarios est renversé par des Chypriotes grecs qui veulent le rattachement de l'île à la Grèce. Intervention militaire de la Turquie et partition de l'île.

1987 : la Turquie présente une demande d'adhésion à la CEE

1989 : Exode massif vers la Turquie des Turcs de Bulgarie.

1992-1995 : Guerre de Bosnie-Herzégovine.

1999 : La Turquie obtient le statut de pays candidat à l'UE. Bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie. Instauration du protectorat des Nations Unies sur le Kosovo.

2002 : victoire de l'AKP, formation d'un gouvernement dirigé par Abdullah Gül, puis du premier cabinet Erdoğan (mars 2003).

2003 : Sommet européen de Thessalonique qui affirme la «vocation» des pays des «Balkans occidentaux» à rejoindre l'UE.

2005 : Ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie avec l'UE

2009 : Ahmet Davutoğlu devient ministre des Affaires étrangères. Inauguration de «l'Autoroute nationale» en Albanie (juin).

2010 : Sommet tripartite Turquie-Bosnie-Herzégovine-Serbie à Istanbul puis, l'année suivante, à Karađorđevo (Serbie).

2012-... : Guerre civile en Syrie, et attrait du *ihad*...

2013 : Mouvement de Gezi. Les partis turcs des Balkans manifestent en soutien à l'AKP.

2014 : Rupture ouverte entre les Gülenistes et l'AKP. Élections municipales en Turquie remportées par l'AKP (avril), puis présidentielle (août).

Transports : tous les chemins mènent à Istanbul

Les échanges croissants entre la Turquie et les différents pays des Balkans s'illustrent notamment par l'explosion de l'offre de transports depuis Istanbul, porte naturelle de la Turquie pour la région.

Ainsi, la méga-gare d'Esenler (*Esenler Otogari*), dans la partie européenne d'Istanbul, compte treize compagnies régulières d'autocars qui desservent l'ensemble des Balkans : Sofia (au moins 17 départs quotidiens), Pristina (12), Skopje (10), Novi Pazar (8), Tirana (7), Bucarest (5) et Belgrade (3). Une nuée de petites compagnies opère également de façon plus ou moins officielle à destination des Balkans depuis *l'Otogar*, des gares secondaires (comme Yenikapı) ou des points de départ « sauvages ». Il s'agit souvent de liaisons connectant Istanbul avec des villes moyennes, essentiellement en Bulgarie, en Macédoine, au Kosovo, en Albanie et dans le Sandjak de Novi Pazar.

L'offre aérienne a également explosé depuis quelques années, ce qui s'explique entre autres par la croissance exponentielle de la compagnie nationale Turkish Airlines, qui assure une bonne partie des vols à destination des Balkans : 143 rotations hebdomadaires sont ainsi programmées depuis l'aéroport Atatürk d'Istanbul à destination des Balkans, dont 22 pour Sarajevo, 21 pour Bucarest, 15 pour Belgrade, 14 pour Zagreb, Pristina, Skopje et Sofia... La compagnie *low-cost* Pegasus, également présente sur le marché, propose 24 rotations hebdomadaires : Sarajevo (7), Pristina (5), Skopje (5), Belgrade (4) et Tirana (3). Les compagnies roumaine Tarom (14), serbe Air Serbia (7), moldave Air Moldova (7) et bosnienne Air Bosna (4) se posent également sur le tarmac des deux aéroports stambouliotes, Atatürk et Sabiha Gökçen.

Plus lent et plus cher que l'autocar, le train est le parent pauvre des transports turco-balkaniques. Il est toutefois possible de relier Belgrade (et, au-delà, Budapest et l'Europe occidentale) à Istanbul, en suivant les traces du défunt Orient-Express jusqu'à la gare de Sirkeci, sur la partie européenne de la mégapole turque. La ligne Bucarest-Sofia-Istanbul est davantage utilisée, mais nettement moins que dans les années 1990, lorsque le « petit commerce à la valise », essentiellement pratiqué par des femmes, était populaire entre la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, le train permettant de transporter davantage de produits que le bus.

Sigles et institutions

AKP : *Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti pour la justice et le développement (islamo-conservateur, au pouvoir)

Anadolu Ajensi : Agence Anatolie, agence de presse d'Etat turc

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple (kémaliste, opposition)

Diyanet : *Diyanet İşleri Başkanlığı*, Présidence des Affaires religieuses, rattachée au cabinet du Premier ministre.

HDP : *Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique du peuple (pro-kurde et de gauche, opposition)

Hizmet (ou Cemaat) : la « Communauté », nébuleuse des sympathisants de l'imam Fethullah Gülen

IHH : *İnsan Hak ve Hürriyetleri*, Fondation d'aide humanitaire, ONG privée proche de l'AKP au pouvoir

KDTP : *Kosova Demokratik Türk Partisi*, Parti démocratique turc du Kosovo.

Kimse yok mu ? : « Y a-t-il quelqu'un ? », branche humanitaire du mouvement güleniste

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti d'action nationaliste (ultranationaliste, opposition)

TDP : *Türk Demokratik Partisi*, Parti démocratique turc de Macédoine.

TİKA : Agence turque de Coordination et de Développement

TRT : *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*, radio-télévision d'Etat

TÜİK : *Türkiye İstatistik Kurumu*, Agence statistique de Turquie

Tükson : Mouvement d'hommes d'affaires lié au mouvement güleniste, le « MEDEF » güleniste

YEE : *Yunus Emre Enstitüsü*, (Institut Yunus Emre), équivalent turc des Alliances françaises

YTB : Direction des Turcs de l'étranger et des communautés connexes (YTB)

Who's who

Atalay, Tamer

Président du Conseil mondial turc des affaires, très impliqué dans les milieux des affaires balkaniques, proche du Premier ministre Erdoğan dont il est l'un des conseillers informels.

Babacan, Ali

Ministre des Affaires étrangères de 2007 à 2009, il fut auparavant négociateur en chef pour le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Actuel vice-Premier ministre, il fait partie de l'aile modérée de l'AKP.

Bardakoğlu, Ali

Ancien directeur de la Présidence des Affaires religieuses (Diyanet), rattachée au cabinet du Premier ministre. A été en poste de 2003 à 2010.

Çalık, Ahmet

Homme d'affaires, président-directeur général de la Çalık Holding, très présente dans les Balkans. L'un des membres du Conseil des directeurs de la holding, Berat Albayrak, est l'un des gendres de Recep Tayyip Erdoğan.

Cingöz, Ismail

Président du conseil de *Kimse yok mu ?*, la branche humanitaire fondée en 2004 de la mouvance güleniste.

Davutoğlu, Ahmet

Ministre des Affaires étrangères turc depuis 2009. Diplomate de carrière, il était auparavant conseiller du Premier ministre pour les affaires étrangères. Professeur de science politique, il est considéré comme le « père » de la politique étrangère de l'AKP.

Demirel, Süleyman

Premier ministre à plusieurs reprises (1965-1971, 1975-1977, 1977-1978, 1979-1980, 1991-1993) et Président de la République de Turquie de 1993 à 2000. Süleyman Demirel fut le seul chef d'Etat étranger à assister aux obsèques du Président croate Franjo Tuđman, et le premier chef d'Etat turc à effectuer une visite officielle dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie.

Develi, Hayati

Président du réseau des Instituts Yunus Emre, centres culturels turcs à l'étranger. Considéré proche du mouvement güleniste.

Doğan, Ahmed

Homme politique bulgare, chef du Mouvement des droits et libertés (Движение за права и свободи en bulgare, Hak ve Özgürlükler Hareketi – HÖH en turc), un parti politique qui défend les intérêts de la minorité turque en Bulgarie.

Ecevit, Bülent

Premier ministre turc à plusieurs reprises (1974, 1977, 1978-1979, 1999-2002). Il est en poste en 1974 lors de l'offensive militaire turque à Chypre. Décédé en 2006.

Erdoğan, Recep Tayyip

Ancien maire d'Istanbul (1994-1998) et fondateur de l'AKP, né sur les cendres de l'ancien Parti islamiste de la Vertu, interdit en 2001. Premier ministre depuis 2003, il fait figure d'ultra-favori pour la première élection présidentielle au scrutin universel, qui se déroulera en août 2014.

Görmez, Mehmet

Directeur depuis 2010 de la Présidence des Affaires religieuses (Diyanet), qui dépend directement du cabinet du Premier ministre.

Gül, Abdullah

Premier Premier ministre issu des rangs de l'AKP (2002-2003), il est ensuite nommé ministre des Affaires étrangères (2003) puis devient Président de la République de Turquie (2007). Son mandat s'achève en août 2014.

Gülen, Fethullah

Intellectuel et imam, inspiré par les idées du philosophe Saïd Nursi, et fondateur du « mouvement Gülen » (Hizmet ou Cemaat, la « Communauté »). Installé aux Etats-Unis depuis 1999, il fut un allié du Premier ministre Erdoğan durant les premières années au pouvoir de l'AKP, avant de prendre ses distances et devenir, depuis 2011, l'un des adversaires du chef du gouvernement.

Koç, Mustafa

Président du conseil d'administration de la holding Koç, la plus grosse holding turque. La famille Koç règne sur l'entreprise depuis trois générations : elle est implantée dans l'ensemble des Balkans.

Rexhepi, Sulejman ef.

Reis-ul-ulema de Macédoine, il dispose en Turquie de réseaux très influents depuis les années 1990, notamment au sein de la Diyanet.

Tara, Şarik

Né dans l'actuelle Macédoine à Skopje, en 1930, c'est le président d'honneur de la holding Enka, très présente dans les Balkans. Son fils, Sinan, est l'actuel directeur de la holding.

Ugljanin, Sulejman

Président du Parti de l'Action démocratique du Sandžak, qui défend les intérêts de la minorité bochniaque de Serbie, et ancien maire de la ville de Novi Pazar. Ancien ministre, il est aujourd'hui vice-Président du Parlement de Serbie.

Yakış, Yaşar

Diplomate de carrière et actuel député de l'AKP, ce fût l'éphémère premier ministre des Affaires étrangères sous l'ère de ce parti (2002-2003).

Yıldırım, Fehmi Bülent

Président de la Fondation d'aide humanitaire IHH (İnsan Hak ve Hürriyetleri). Très proche du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan.

Principales entreprises turques établies dans les Balkans

Albanie

Enka holding
Türk Telekom
Türkcell
Kentbank
Kentbank
Çalık Holding
Ber Oner
Kürüm Holding

Bosnie-Herzégovine

Enka holding
Işıklar Holding
Borova Yapı Endüstri
Ziraat Bankası

Bulgarie

Işıklar Holding
Süzer Holding
Hayat Holding
Koç Holding
Maser Holding
Ziraat Bankası
Mısırlı Tekstil
Demirbank
Faf Metal
Aksan
Şişecam
Şahinler
Menderes Tekstil
UKİ
Emboy
Denge İnşaat
Nurinvest

Croatie

Enka
Uzel Makina
Süzer Holding
Hayat Holding

Kosovo

Enka holding
Koç holding
Limak Holding
Türkcell
Türk Telekom
TEB Bankası
BTK Bankası
Türkiye İş Bankası
Kürüm Holding
Demir Export A.Ş
Park Holding
Özer Holding
Aksoy Group
Korak İnşaat
Konak İnşaat
Dünya Bankası Grubu
Uluslararası Finans Kurumu
Newco Balkan Holding

Macédoine

Limak Holding
Ziraat Bankası
Türk Telekom
Uzel Makina
Sembol Gıda
Moğol Makina
Ber Oner
Birlik Tekstil

Monténégro

Global Yatırım Holding
Koç holding

Roumanie

Koç holding
Enka
Türk Telekom
Anadolu Grubu
Kombassan Holding
Fiba Holding
Bayraktar Holding
Bayındır Holding
Finans Bank

Serbie

Enka holding
Adora
Merter Tekstil
Duran Group
CC Commerce

Jumline
Elif Group
Framaco Kolin-Epik Joint Venture
Badker
Bejza Eđitim merkezi
Inkognito Tekstil

Bibliographie

Bougarel, Xavier et Nathalie Clayer, *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux Etats balkaniques*, Paris, Karthala, 2013.

Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013.

Clayer, Nathalie, *Aux origines du nationalisme albanais : La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2006

Dalègre, Joëlle, *La Thrace grecque, populations et territoire*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Dérens, Jean-Arnault, *Le piège du Kosovo*, nouvelle édition, Paris, Non Lieu, 2009

Dérens, Jean-Arnault, Laurent Geslin et Marylise Ortiz (dir.), *Bazars ottomans des Balkans*, Paris, Non lieu, 2009.

Dérens, Jean-Arnault et Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, troisième édition revue et augmentée, Paris, Non Lieu, 2014.

Dorronsoro, Gilles, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009.

Eminov, Ali, *Turkish and other Muslim minorities in Bulgaria*, New York, Routledge, 1997.

Gangloff, Sylvie, *La politique de la Turquie dans les Balkans depuis 1990 Relations bilatérales, politique régionale et influences extérieures*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2000.

Gangloff, Sylvie, *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Kadare, Ismail, *La Discorde: L'Albanie face à elle-même*, Paris, Fayard, 2013

« Neosmanizam i Zapadni Balkan », dossier, *Politeia*, 1/2, décembre 2011.

Öktem, Kerem, *Angry Nation, Turkey since 1989*, Londres/New-York, Zed Books, 2011.

Pérouse, Jean-François, *La Turquie en marche, les grandes mutations depuis 1980*, Paris, Editions de la Martinière, 2004.

Petrović, Žarko et Dušan Reljić, « Turkish Interests and Involvement in the Western Balkans: A Score-Card », *Insight Turkey*, Vol. 13/ No. 3 /2011, pp.159-172.

Rajković, Nikolina, « Turska na Zapadnom Balkanu – neosmanizam na bankovnim računima? », *Bilten*, 2 juillet 2014.

Roy, Olivier, *La Turquie aujourd'hui, un pays européen ?*, Paris, Universalis, 2004.

Todorova, Maria, *Imaginaire des Balkans*, Paris, Éditions de l'EHESS, collection « En temps & lieux », 2011.

« Turquie : des Ottomans aux islamistes », « Manière de voir » n°132 du *Monde diplomatique* (décembre 2013-janvier 2014).

Vaner, Semih (sous la dir. de), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005.